



Jean-Luc
Mélenchon

Carnet de route bolivien



LA PAZ / 19-24 AVRIL 2021

Introduction



J'étais en Bolivie du 19 au 24 avril de cette année 2021. Une équipe m'accompagnait pour tirer le maximum d'effets de ce séjour. Le parcours et les rencontres que j'y ai fait permettent de présenter ce document comme un point de situation politique ample. Il donne, bien-sûr, un aperçu de la situation de ce pays. Mais du fait de mes échanges sur place, il prend une dimension d'intérêt beaucoup plus universel en quelque sorte. Pour éviter la production d'un texte de synthèse forcément trop pesant, le déroulement des pages suit le cours des événements auxquels j'ai participé. La leçon de ces moments s'écrit donc progressivement et les personnes qui me liront se feront une vision d'ensemble par eux-mêmes.

Je veux cependant donner ici quelques éléments d'appréciation pour comprendre le point de vue qui m'anime dans de telles circonstances. L'Amérique du sud est un continent politique en construction accélérée. Sa dynamique émerge d'une réalité composite quant aux peuples qui la forment aussi bien dans les nations qu'entre elles. En effet le surgissement politique des peuples originaires dans la vie institutionnelle de chacun des pays est un fait spécifique somme toute récent, même s'il est le résultat de cheminements lents depuis les conquêtes espagnole et portugaise elles-mêmes. De plus, si la langue espagnole est un trait commun décisif, chaque nation, depuis les indépendances de la décade 1810 a développé des traits spécifiques. Ils sont profondément ressentis comme autant d'identités nationales particulières. La dynamique qui anime cet ensemble finira par être celle de la plus grande partie du continent, du sud au nord. La confiscation par les Etats Unis de la moitié du territoire mexicain finit par se retourner contre l'impérialisme des Anglo-Saxons. Le plan de Napoléon III pour contenir les Anglo-Saxons par le Mexique se réalise mais dans des conditions plus pacifiques et progressives. Les Etats-Unis seront hispaniques avant la fin du siècle s'ils ne se sont pas démembrés avant. L'orientation du sud du continent se tourne vers le Pacifique et l'Asie, comme au nord en dépit des apparences. C'est un séisme après cinq siècles tournés vers l'Atlantique et l'Europe. Cette bascule s'opère bien plus rapidement qu'on ne l'avait d'abord envisagé. C'est un signal fort de la direction que prend la civilisation humaine. C'est enfin dans cette zone que la confrontation sociale et politique avec le néolibéralisme a été la plus éruptive. Mais aussi la plus ancrée dans des profondeurs insoupçonnées, où se mêlent, en un tout, les aspects ethniques, politiques, et sociaux. De l'élection de l'indien Evo Morales en Bolivie à celle de l'afro- américain Obama aux USA, il y a un lien qui signale une étape fondamentale franchie dans la créolisation du continent telle qu'elle est à l'œuvre là-bas depuis deux siècles.

Au total, une énorme énergie politique se dégage de la zone. Progressivement unifiés par la langue, uniformisés par la globalisation contemporaine des pratiques alimentaires, vestimentaires, architecturales et publicitaires, le sud et le centre du continent amé-

ricain fonctionnent aussi comme un miroir pour la vieille Europe. Ils soulignent l'avachissement de notre monde. Ce monde qui se plait sous la domination des vieilles générations repues et se tient frileusement couvée sous la tutelle politique des rentiers allemands. Ce monde qui refuse la créolisation qu'il vit pourtant. Ce monde qui nie ses racines gréco-latines. Ce monde se voue aveuglement aux héritages lointains du monde tribal anglo-saxon, celui de l'au-delà des *limes* de l'empire civilisationnel romain, du mur de Claude et des campements des armées de Marc Aurèle. Ce monde en naufrage une nouvelle fois dans les eaux glauques de l'extrême droite, du racisme, de l'intolérance religieuse. Ce monde en dilution dans la grossière régression sociale que la peur de l'URSS avait contenu pendant un demi-siècle. Ce monde qui, avant cela, avait été capable de l'esclavage, de la colonisation, du sexisme d'Etat avec le code civil et le suffrage universel masculin. Et de produire deux guerres mondiales, le nazisme et les camps d'extermination. Ce monde que le bang bang fondateur de la grande Révolution des Français avait un moment illuminé et travaillé ensuite jusque dans ses moindres recoins et jusqu'à cette Amérique du sud qui dès les indépendances en a été l'héritière directe.

Je me suis mis à l'école de ce qui se passe là-bas depuis trente ans. J'ai renoncé à l'arrogance des européens qui viennent y donner des leçons de socialisme où reprendre les campagnes des agences d'influence nord-américaines. J'y ai puisé non un « modèle » comme le disent les benêts du commentaire en mode pré-cuisiné servi sous vide. Mais une source d'inspirations. J'y puise mon énergie en voyant faire, en voyant commencer, en voyant innover, non les pauvres machines à sous de la Silicon Valley, mais des êtres sensibles et vifs, beaux et brillants d'humanité, d'erreurs et de succès humains. Je m'imprègne des milles tentatives d'inventions politiques face à la triste uniformité des recettes néolibérales, appliquées avec la même stupide férocité de l'Altiplano à l'Amazonie, de la Terre de feu aux glaces de l'Alaska.

La pandémie a renforcé tout ce qui se savait sans pouvoir se dire déjà avant elle quant aux valeurs en confrontation. D'un côté, la grossière puissance des USA, leur cupidité déployée à ventre que veux-tu dans les allées de la mort par COVID 19. De l'autre, Cuba proposant ses médecins et bientôt ses cinq vaccins aux pays les plus mal lotis. D'un côté l'embargo sur des pays sans défense autre que leur capacité à résister dans la souffrance, où des milliers de gens meurent parce que les USA les privent de tout et même du reste pour récupérer le contrôle de leur pétrole. De l'autre, la Bolivie qui aide comme elle peut à faire avancer les grandes causes communes de l'humanité. Et ainsi de suite.

Plus je vois, voyage et rencontre, plus je sais ce que la France pourrait avoir d'unique et de précieux pour le monde, de nouveau, comme après 1789. Pour cela, il nous faut regarder le monde comme une planète et les Nations comme une forme du peuple humain. Et comme on fit la première révolution politique pour des principes qui ne cherchaient pas à être français mais universels, nous passerions à ce nouvel âge non seulement pour nous mais pour tous.

Jean-Luc Mélenchon

La Paz 23 Avril 2021

Sommaire



« Bolivie : la démocratie est de retour »

Rencontre avec Luis Arce, Président de l'État plurinational de Bolivie 06

« La justice, pas la vengeance »

Une fresque en hommage aux victimes du coup d'État de novembre 2019. 14

Lac Titicaca : leçon de politique pour la France

Au lac Titicaca avec les experts de la mission scientifique franco-bolivienne 26

Les Ponchos rouges

Assemblée avec le groupe militant d'indiens aymaras « les ponchos rouges » 40

« Les vaccins sans brevet sont un droit humain »

Pour la licence libre pour les vaccins.

Devant la représentation supranationale directe du Parlement Andin 44

« Nous entrons dans l'ère de l'incertitude écologique permanente »

Participation aux événements de la journée de la Terre

organisés par les autorités boliviennes 54

Annexes

Levez les brevets sur les vaccins contre le Covid !

texte intégral de la tribune parue dans *Libération* le 20 février 2021 73

« L'incertitude écologique dans laquelle nous entrons exige
une science politique nouvelle », texte intégral de la tribune parue

dans *Le JDD* le 23 avril 2021 70

« La France peut être le fer de lance d'une diplomatie du peuple humain »,

texte intégral de la tribune parue dans *Le Monde*, le 14 avril 2021. 75

Carnet de séjour en Bolivie en 2006 un mois après le début

de la première présidence d'Evo Morales (notes de blog) 77





Bolivie : la démocratie est de retour

Rencontre avec Luis Arce, Président
de l'État plurinational de Bolivie



Luis Arce, Président de l'État
plurinational de Bolivie
et Jean-Luc Mélenchon
à la « Casa Grande del Pueblo.

Le 22 avril 2021, j'ai été reçu par Luis Arce, président de l'État plurinational de Bolivie. Avant d'accéder à la présidence, Luis Arce a largement contribué aux mandats d'Evo Morales. Il a été ministre de l'Économie de 2006 et 2017, puis à nouveau en 2019, jusqu'au coup d'État. À ce titre, il a participé à mettre en place les politiques qui ont contribué, sous la présidence d'Evo Morales, à faire reculer de 60% la pauvreté, diviser par deux le taux de chômage, développer l'accès à l'eau ou encore éradiquer l'analphabétisme.

En novembre 2019, suite au coup d'État mené par l'extrême-droite bolivienne pour effacer la victoire électorale d'Evo Morales et du MAS (Mouvement vers le Socialisme), il doit s'exiler deux mois au Mexique. À son retour en janvier, il est désigné par le MAS pour être le prochain candidat à l'élection présidentielle, en duo avec David Choquehuanca pour la vice-présidence. Pendant toute la durée de la campagne, il est victime du "lawfare", le harcèlement judiciaire contre les leaders populaires. Pas moins de trois poursuites sont lancées contre lui. Malgré cela, Luis Arce remporte les élections du 18 octobre 2020 avec plus de 55% des voix dès le premier tour.

Depuis son entrée en fonction, le 8 novembre 2020, le gouvernement de Luis Arce a remis en place une politique de redistribution des richesses pour faire face à la crise engendrée par la pandémie et le tournant néolibéral après le coup d'État. Une de ses premières mesures fut ainsi de créer des « bons contre la faim » pour les pauvres financés grâce à l'introduction d'un impôt sur les grandes fortunes.

L'action du gouvernement bolivien depuis 2006 est une source d'inspiration. Il était important aussi pour moi de m'y rendre pour voir de près la façon concrète avec laquelle nos amis boliviens s'y sont pris dans plusieurs domaines qui m'intéressent au plus haut point. C'est particulièrement le cas pour l'eau. La Bolivie est un pays pionnier pour la gestion collective de l'eau. L'eau est la question la plus essentielle pour l'Humanité dans les décennies devant nous. La France est directement concernée. Chacun sait que c'est la grande cause à laquelle s'est attelé le mouvement insoumis. C'était d'ailleurs le thème du meeting en réalité augmentée la veille de mon départ pour la Bolivie. C'est pourquoi rencontrer les plus hautes autorités boliviennes était important afin d'apprendre de leur expérience.



LE DROIT À L'EAU, UNE CAUSE D'ETAT



- **La Bolivie est un des 20 pays** ayant la plus grande disponibilité de ressources hydriques au monde.
- **Lors de l'élection présidentielle de 2005**, Evo Morales proposait déjà dans son programme la mise en place d'un système de gestion publique de l'eau dans la capitale La Paz et à El Alto.
- **En janvier 2006, un ministère de l'Eau est institué** par le gouvernement bolivien. La gestion de l'eau est déclinée à l'échelle des 9 bassins-versants du pays.
- **Depuis la nouvelle Constitution de 2009, l'eau est un droit universel pour la population.** La Constitution a également interdit la privatisation des services d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau :
 - . Article 16, alinéa 1 : « toute personne a droit à l'eau et à la nourriture »
 - . Article 314 : « interdit le monopole et l'oligopole privé, ainsi que toute autre forme d'association ou d'accord de personnes physiques ou morales, boliviennes ou étrangères, qui cherchent le contrôle et l'exclusivité dans la production et la commercialisation de biens et de services. »
- **Entre 2012 et 2016, l'investissement public dans le secteur de l'eau en Bolivie a augmenté de 150% par rapport aux cinq années précédentes.**

Les « guerres de l'eau » en Bolivie

Comme souvent sur les grands dossiers contemporains, l'Amérique Latine est en première ligne de la guerre de l'eau. La Banque mondiale y a joué un triste rôle. Celle-ci considère que l'eau est un bien économique comme n'importe quel produit. Dans cette logique, l'accès à l'eau est un service comme un autre : il doit être intégralement payé par les consommateurs aux conditions du marché. Et la Bolivie ? C'est un cas exemplaire en la matière. Dès 1994, la Banque Mondiale avait posé ses conditions à ce pays. En échange d'un prêt au gouvernement, il fallait privatiser l'eau. L'attaque se concentra sur un cas, un lieu : Cochabamba, quatrième ville du pays. Là-bas, à l'époque, un tiers des habitants n'avait pas d'accès à l'eau. La Municipalité de Cochabamba fut sommée de privatiser l'entreprise municipale de l'eau, la SEMAPA. Cette option libérale s'accommodait fort bien avec le président en exercice à l'époque, l'ultra-conservateur Hugo Banzer Suárez. Banzer avait un



lourd pedigree. Il avait été dictateur militaire entre 1971 et 1978. C'était un élève émérite de l'Ecole militaire des Amériques, dirigée par les Etats-Unis à Panama. Il officia comme Président entre 1997 et 2001. En 1999, les vœux de la Banque mondiale sont exaucés. La SEMAPA est privatisée. Elle devient la propriété du consortium Aguas del Tunari. Les plus grosses multinationales du business de l'eau la contrôlent à 75%. Les 25% restants sont la propriété d'entrepreneurs boliviens très liés au gouvernement. Dans le même temps, le parlement bolivien promulgue une loi sur l'eau qui autorise l'entreprise à s'approprier les puits exploités par d'autres. Et aussi à exproprier les associations paysannes d'irrigation. Les augmentations du prix de l'eau et sa monopolisation ont mis tout le monde d'accord... contre la privatisation. Une organisation regroupant tout le mouvement populaire a été créée : la « Coordinadora en defensa del agua y de la vida ». Deux vagues de protestation ont eu lieu, en février puis en avril. Au milieu, la coordination a organisé un référendum. 50 000 personnes y ont participé. Les mots d'ordres sont clairs : « dehors Aguas del Tunari » et « l'eau n'est pas une marchandise ». Le pouvoir réagit avec la violence habituelle des libéraux. L'état de siège fut décrété et une répression sauvage déployée : chars dans les rues, tirs à balles réelles et ainsi de suite. Peine perdue. Jour après jour la riposte populaire se confortait. Le pouvoir dû céder. L'entreprise a fait ses valises et le gouvernement a revu sa copie.

En janvier 2005, re-belote. La population pauvre d'El Alto, excédée par une augmentation du prix de l'eau de plus de 30% en huit ans, descend dans la rue. Les indiens d'El Alto, ville qui surplombe La Paz, furent héroïques ! Ils défilaient nuit et jour, à tour de rôle. Il y avait de quoi. Le tarif exigé pour tout nouveau raccordement équivalait à six mois de travail au salaire minimum national. 200 000 personnes sont alors privées d'eau. Au bout d'une semaine, la concession octroyée en 1997 à la compagnie Aguas del Illimani (dont Suez possède 55% des parts) est rompue. C'était une nouvelle victoire populaire. Elle fut déterminante. Formidable école de masse pour la lutte et la formation d'une conscience écologiste collectiviste elle trouva son débouché politique. L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales a remis en cause toute la logique générale de privatisation.

L'EAU : UN BIEN COMMUN MONDIAL

L'EAU EST AU CŒUR DE LA VIE HUMAINE

70%

LA PLANÈTE TERRE
SE COMPOSE
DE 70% D'EAU

1%

L'EAU DOUCE DISPONIBLE
REPRÉSENTE 1% DE TOUTE L'EAU DISPO-
NIBLE SUR LA PLANÈTE

60%

LE CORPS HUMAIN EST COMPOSÉ
À 60% D'EAU ET MÊME 75%
CHEZ LE NOURRISSON

L'EAU PEUT ÊTRE SOURCE DE CONFLITS

9

PAYS DU MONDE
SE PARTAGENT 60%
DE L'EAU DOUCE
DISPONIBLE

263

ENTRE 2010 ET 2018,
263 CONFLITS DANS
LE MONDE ONT ÉTÉ CAUSÉS
PAR L'ACCÈS À L'EAU

50%

50% DES ÊTRES HUMAINS
VIVRONT DANS DES RÉGIONS
EN STRESS HYDRIQUE
D'ICI 2030

L'EAU COMME BIEN COMMUN MONDIAL

L'ONU A ADOPTÉ EN JUILLET 2010 UN PROJET DE RÉSOLUTION, PRÉSENTÉ PAR LA BOLIVIE, SUR LE DROIT FONDAMENTAL À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT. CELLE-CI DÉCLARE QUE LE DROIT À UNE EAU POTABLE SALUBRE ET PROPRE EST UN DROIT FONDAMENTAL, ESSENTIEL AU PLEIN EXERCICE DU DROIT À LA VIE ET DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME.

Retrouvez le meeting
en réalité augmentée
sur l'eau:

www.youtube.com

Ou flashez ici :









“ La justice, pas la vengeance ”

Une fresque en hommage
aux victimes du coup d'État
de novembre 2019



J'ai pu constater au fil de ma vie militante que certains événements marquent davantage que d'autres dans l'activité internationaliste. Il y a, bien sûr, les analyses, les conférences, les prises de position et les rencontres officielles. Elles ont chacune leur dignité et leur rôle dans le combat. Mais il y a aussi des moments plus simples, unis à des gens simples, pour des causes simples et tragiquement douloureuses. Ici il s'agissait de participer à un acte politique de mobilisation de quartier avec les gens du lieu. Il s'agissait de réclamer justice contre les complices du coup d'État qui a obtenu le départ d'Evo Morales. Ici c'était une mobilisation des familles des personnes assassinées par des policiers et des voyous de la jeunesse fasciste parfumée. Les cris de cette femme, hurlant dans les larmes qu'on lui a tué son fils et qu'elle réclame justice, ne sont pas prêts de quitter ma mémoire. Ils entrent dans ce panthéon des souvenirs où sont déjà d'autres moments de cette sorte auxquels j'ai été lié. Mais pour faire bien comprendre le cas, il faut faire un petit retour en arrière dans l'histoire bolivienne très récente.

En Bolivie, après les élections générales d'octobre 2019, l'opposition d'extrême droite, mécontente des résultats et appuyée par les États-Unis et l'Union



européenne ont fomenté un coup d'État. Des bandes armées ont convergé vers la capitale pour créer une ambiance de pseudo-insurrection populaire. Bien vite, la police s'est jointe aux factieux. La violence atteint alors des sommets inconnus ici depuis plus de vingt ans dans ce pays autrefois si tourmenté. Les factieux ont mis le feu à des permanences électorales, attaqué les domiciles privés des figures du mouvement du président Evo Morales, multiplié les pogroms d'indiens et les humiliations publiques de militants femmes et hommes des quartiers.

Dans ce contexte, dans la nuit du 10 novembre 2019, sous la pression des forces armées et de la police bolivienne, Evo Morales, président réélu a démissionné. Les factieux se sont alors déchaînés. Des bas-fonds de la police surgissent des névropathes qui vont faire régner la terreur dans les rues. Yeux crevés, membres arrachés, tirs à balles réelles, arrestations et gardes-à-vue sans mandat accompagnées de tortures, racket et enlèvements contre rançon se sont abattus de tous côtés pour terroriser la population. La ville de La Paz a été l'épicentre de cet assaut. Depuis Cochabamba et Santa Cruz, la jeunesse dorée portant des armes improvisées, des casques, des boucliers est arrivée dans ses belles voitures pour casser du rouge et de l'indien. Sur place, ils organisaient des blocages de rues, coupant la circulation de tous.

Lundi 11 et mardi 12 novembre 2019 ont lieu les premières confrontations avec les citoyens de ces quartiers pauvres qui doivent sortir pour travailler, notamment ceux du bâtiment, les maçons, mais aussi les vendeurs de nourriture dans la rue, les employés précaires des petits commerces. Aussitôt les affrontements se répandent entre travailleurs et nervis fachistes. Ces derniers reçoivent aussitôt le renfort des policiers pour tabasser ou tuer les gens.

J'étais ce jour-là à l'un des endroits où ont eu lieu ces blocages, et attaques en bandes : en zone sud de La Paz. C'est un secteur où cohabitent des familles de la classe moyenne et des familles de l'extrême pauvreté. En tirant dans le tas, la

police et les bandes armées ont tué dans tous les milieux. Une erreur dans un pays où les puissants se contentaient de tuer les pauvres et les Indiens sans rencontrer de réelle résistance morale dans la belle société. Devant le désastre, les criminels ont crânement affirmé que les morts résultaient de règlements de compte entre habitants du quartier. Dans le secteur où nous sommes allés, trois personnes ont été assassinées : Percy Romer Conde Noguera, 32 ans, Beltrán Paulino Condori Aruni, 23 ans, et Juan Martín Pérez Taco, 18 ans. Tous sont morts de multiples blessures par balle. Et dans le quartier, des dizaines de personnes ont été blessées et arrêtées. D'autres séquestrées, torturées et rackettées. Josué Pillco, un jeune homme, a reçu 8 balles en caoutchouc dans le corps. Il a subi sa dernière opération il y a une semaine seulement. Il vit seul avec un enfant, s'occupait d'un garage automobile pour vivre. Il ne peut pas reprendre le travail. Oscar Pacheco Quispe, blessé par balle, a perdu la mobilité de son pied droit. Il était maçon. Il ne peut pas reprendre son travail. Aurelio Maraza, a été arrêté, torturé et emprisonné pendant un an, sur la seule accusation sans preuve d'avoir mis le feu à des bus de la municipalité. C'est à chaque fois les mêmes terribles histoires de peur, de chute dans la misère la plus totale.

La peur de la répression pendant l'année du gouvernement du coup d'État en a fait taire plus d'un, par peur d'être arrêté. Depuis le rétablissement de la démocratie, chaque jour de nouvelles victimes osent se révéler et racontent des histoires glaçantes sur les violences policières. Les problèmes avec le système judiciaire ne sont pas simples. Pendant toute l'année de la dictature putschiste les enquêtes n'ont pas pu être menées. Et depuis ce n'est pas plus simple car les auteurs présumés sont des membres de la police. Et par conséquent la police doit enquêter sur la police elle-même. On connaît ça en France et on sait quelle grossière impunité cela rend possible.

L'association qui nous a invité ce jour-là construit, comme elle le peut, une pression sociale, politique et médiatique pour obtenir enquêtes et justice. Elle a donc, entre-autre action réalisé une fresque murale intitulée « Vérité, justice, réparation et non-répétition ». Cette œuvre relate sur 40 mètres les événements de la haute violence factieuse de ces journées terribles. Celle des policiers, les ingérences politiques externes, les discours de haine et de racisme qui se sont étalées pendant les conflits. L'association veut lutter contre l'oubli, contre les structures bureaucratiques de la justice, contre l'impunité politique et les récits mensongers pour dissimuler les actes commis. Son message de lutte est « Vérité, Justice, Réparation et Non-Répétition ».

Ma participation à la mobilisation a été proposée par les associations de défense des droits de l'homme et les animateurs du Mouvement d'Evo Morales. Il s'agissait d'aider à mettre en lumière la continuité du combat pour la justice. Ce qui est en jeu c'est tout simplement l'existence d'un État de droit dans la durée. Cela suppose que justice soit rendue. C'était le sens du discours que l'on m'avait demandé de faire sur place. Je l'ai fait, comme une contribution venue de loin pour soutenir une de ces mobilisations patientes qui sont le fond de l'histoire des luttes populaires.



LE COUP D'ÉTAT DE 2019 EN BOLIVIE



En 2019, le peuple bolivien a été victime d'un coup d'État d'extrême-droite. Il s'inscrivait dans une stratégie globale de reconquête du pouvoir orchestrée par l'administration Trump aux USA. On a donc vu se déployer un mix de guerre judiciaire (lawfare), de contestation des processus électoraux et de violences diplomatiques et médiatiques. L'opération se mit en place en même temps aux Etats unis et sur place par leurs alliés locaux. Nous avons déjà vu des déclinaisons de ces méthodes en Equateur, en Argentine, au Brésil et au Venezuela. En Europe les libéraux locaux et leurs faux ennemis d'extrême droite empruntent à cette panoplie les armes qui leur paraissent adaptée au moment. La Bolivie a tenu un rôle particulier dans ce type d'offensive. C'est un des pays où la violence et la composante raciste du coup de force contre le camp démocratique furent les plus visibles. Le 20 octobre 2019, une élection présidentielle a lieu. Evo Morales, pour le MAS (Mouvement vers le Socialisme) la remporte largement. La seule inconnue le jour même est de savoir s'il y aura un second tour. La Constitution bolivienne prévoit que le candidat arrivé en tête est élu dès le premier tour s'il a 10 points d'avance. Il faut attendre quelques jours la remontée de tous les résultats. L'opposition commence à contester dans la rue et avec violence dès le soir du 20 octobre. Les résultats remontent et confirment la réélection de Morales dès le premier tour. Mais 3 jours après la proclamation des résultats officiels, Mike Pompeo, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis exige de la Bolivie qu'elle organise un second tour. L'Organisation des Etats Américains (OEA), qui joue un rôle clé dans toutes ces affaires, conclut à des irrégularités avant même de publier un rapport. Quand il sortira, il ne contiendra d'ailleurs aucun élément de preuve. En juin, une étude indépendante publiée par le



New York Times conclura enfin à l'absence de fraudes. Mais début novembre, le chef d'état-major des armées « invite » Evo Morales à démissionner. Ce dernier finira par le faire le 10 novembre 2019 pour éviter un bain de sang. Pendant toute cette période, la violence raciste s'est déchaînée sur les Indiens. Le symbole de cette brutalité fut l'humiliation infligée à Patricia Arce, une maire indienne qui fut dénudée par la foule fasciste, couverte de peinture rouge et forcée à marcher ainsi pendant 5 kilomètres. Ce qui s'est passé en Bolivie en novembre 2019 était bien un authentique coup d'Etat fasciste. Les bonnes consciences se tinrent muettes. L'Union européenne n'eut pas un mot. Ce n'est que le haut niveau de conscience et d'organisation des catégories populaires soudées autour du MAS par les années de présidence d'Evo Morales qui permit l'organisation un an plus tard de nouvelles élections. Organisées en octobre 2020, elles ont été remportées largement par Luis Arce et David Choquehuanca, les candidats du MAS. Ils ont été élus au premier tour ! Les USA et l'extrême-droite raciste a été mise en échec. »

On ne gagne rien à l'oubli des crimes et l'impunité des criminels.



Discours prononcé à La Paz (Bolivie)
le lundi 19 avril 2021

Pour retrouver
la vidéo du discours :
<https://melenchon.fr>

Ou flashez ici :



Mesdames et messieurs,

D'abord et avant tout, je vous demande de m'excuser si je ne parle pas parfaitement espagnol. Mais il est très important pour moi de vous parler directement pour vous dire ce que je ressens. Et d'abord pour vous remercier toutes et tous de votre invitation. Et afin de vous saluer toutes et tous, je commence par vous saluer vous, madame la présidente de l'association des victimes, les autorités représentées, et vous mes collègues députés.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans un lieu de douleur : le lieu du crime. Je veux présenter mes condoléances les plus affligées à ceux qui ont perdu des frères, des sœurs, des enfants tant aimés. À vous, les familles, les proches, et plus que tout à vous, les peuples de Bolivie qui ont souffert de nouveau ces violences, je veux dire combien je vous admire pour votre patience infinie au milieu de tant de cruautés.

Ayez la certitude que quand je parle, c'est le peuple français qui parle. Et il dit sa solidarité, son amour, pour les humbles, ceux qui luttent et meurent, parfois, uniquement pour leur dignité d'êtres humains, de citoyens. Ce qui nous importe tant à tous.

Ayez la certitude que je parle aussi, au nom de mon groupe parlementaire à l'Assemblée nationale française.

Toujours mon peuple, toujours mes camarades, toujours mes amis ici, en Bolivie aussi, avons été ensemble dans toutes les luttes pour la dignité et la souveraineté des peuples. Et maintenant, à ce moment précis, en vous écoutant, comprenant votre souffrance, vos douleurs, je me sens Bolivien.

Et je veux dire, comme témoin venu de l'extérieur, la leçon que nous connaissons dans ce type de cas : le silence à propos du crime n'efface aucune blessure. Nous ne gagnons rien, en tant que société, comme communauté humaine, au silence et à l'impunité. Parce que sinon, dans les veines du peuple et du pays continuent à courir les venins de l'impunité. C'est-à-dire la rancœur, la haine que nous avons dans notre cœur quand on voit l'injustice de l'impunité. Et aussi quand on sait que les persécuteurs qui ne sont pas punis continuent leur chemin avec arrogance, continuent leur sale besogne. Cela ne peut contribuer d'aucune manière de se taire pour pardonner. Cela ne nous aide pas tant que le mal n'a pas été reconnu publiquement, tant que la Justice n'accomplit pas la mission que lui a confiée la société.

Mais en même temps, aucune sanction n'a d'effet utile si elle ne vient pas d'une justice pleine et entière. Une justice honnête, impartiale, qui ne soit pas une justice de classe.

*La nature, dont nous apprenons tant,
vit de l'équilibre qui la maintient.
Mais les sociétés humaines, pour atteindre
leur équilibre, ont besoin de la loi
et de la justice.*

La nature, dont nous apprenons tant, vit de l'équilibre qui la maintient. Mais les sociétés humaines, pour atteindre leur équilibre, ont besoin de la loi et de la justice. Pour garder ce cadre que nous choisissons, nous avons besoin d'un engagement total de chacun d'entre nous. De cela vient la légitimité de l'État de droit, qui ne peut jamais se confondre avec la loi du plus fort. La justice ne doit pas distinguer entre le pauvre et le riche, entre celui qui est habitué à donner des ordres et celui qui doit supporter d'avoir toujours à obéir. La justice, c'est l'ordre humain idéal. Et de ce but, nous sommes tous totalement responsables.

Je vous remercie, vous, les familles des victimes, d'être ici présentes et de témoigner avec courage. Je m'adresse à vous avec l'expérience d'un homme qui a de l'âge et un témoin engagé avec les Argentins, nos frères, qui nous ont donné un exemple essentiel. Après s'être libéré d'une dictature cruelle et sauvage, le peuple argentin a renoncé à la vengeance, parce qu'il a choisi la justice. Une justice qui pourrait vous paraître insupportable, parce que les assassins, si sadiques et

cruels, ont eu le droit de se défendre. D'avoir des avocats qu'aucune de leurs victimes n'avaient pu avoir, ni même n'avaient eu le droit de se défendre. Oui, cela paraissait insupportable. J'ai été l'un des témoins de ce jugement. Et je veux, à ce moment dans lequel tant de fois nous avons dénoncé les coupables et sommes capables de dire leurs noms, je veux, pour la gloire de sa mémoire, mentionner le procureur Strassera, qui était dans ce tribunal durant tant d'heures, écoutant la défense de ces assassins, démontrant le crime, appelant les témoins un par un, et les écoutant tous, des heures et des heures durant.

À ce moment-là, l'Argentine a surmonté le crime, elle a surmonté la mort des siens, elle a surmonté la barbarie des assassins. Les Argentins firent vivre alors, au-dessus de tout, leurs valeurs, celles auxquelles ils croyaient tous ensemble en tant que peuple. Leurs valeurs à leur plus grande force, les valeurs au nom desquelles ils avaient lutté jusqu'au sacrifice, et pour lesquelles tant d'entre eux perdirent la vie si cruellement. De cette manière, la nation argentine s'est renforcée. Elle ne s'est pas affaiblie, contrairement à ce que disaient quelques-uns qui demandaient qu'il n'y ait pas de jugement. La nation argentine s'est renforcée, ses enfants se sont éduqués et se sont davantage préparés, ses principes ont été renforcés.

Nous vous regardons, peuples de Bolivie.

De si loin que nous étions dans les moments de novembre, vous devez savoir que nous avons souffert avec vous, que nos pensées se dirigeaient vers vous, face aux souffrances qui se constataient. Maintenant, nous pleurons avec vous. Et je veux dire comme il est important que vous ayez témoigné. Comme vous, monsieur, qui avez pleuré. Comme vous, madame, j'ai pleuré en l'écoutant. Et dans ce moment, je me sens être ton frère. Et le tien également.

Nous savons que les peuples de Bolivie ont déjà démontré leur grandeur, dans un passé récent. Ils ont contribué à l'Histoire de l'humanité toute entière.

Nous savons que l'Histoire continue. Nous savons que les peuples de Bolivie ont déjà démontré leur grandeur, dans un passé récent. Ils ont contribué à l'Histoire de l'humanité tout entière. Quand ils ont fait adopter le droit à l'eau par les Nations unies. Quand ils ont proposé la création d'un Tribunal climatique international, proposition que j'ai faite également à mon peuple en lui disant qu'elle venait de Bolivie.

*Nous ne demandons pas la vengeance –
si difficile que cela soit de ne pas la demander –
nous ne demandons pas la vengeance !
Nous demandons la justice et que se termine l'impunité.*

Face aux coups d'État lamentablement si fréquents, face à la violence exercée sur le peuple par ceux dont le devoir est de le servir et de lui obéir, nous connaissons votre réponse – comme tu l'as dit, camarade, comme vous l'avez dit, madame – : « *Nous ne demandons pas la vengeance – si difficile que cela soit de ne pas la demander – nous ne demandons pas la vengeance ! Nous demandons la justice et que se termine l'impunité* ». Alors nous savons que, de nouveau, vous allez nous apprendre quelque chose de neuf dans ce monde : désirer la justice. Et donc, nous verrons sous peu, de nouveau, la gloire des peuples de Bolivie. Nous y trouverons, nous autres les Français, une source d'inspiration. Et d'avance, je vous en remercie, j'en remercie vos familles, j'en remercie vos juges qui vont avoir à connaître ces cas. Je vous en remercie parce que le monde va apprendre des peuples de Bolivie, cette façon si lumineuse de devenir un être humain. Il n'y a pas de pardon possible sans justice. Et quand nous faisons des progrès de justice, nous faisons des progrès d'humanisation de la société. Et de nous-mêmes, chacun d'entre nous. Ainsi, la justice nous conduit sur ce chemin si lumineux d'être humain, plus humain, toujours plus humain. C'est là le projet politique qu'ont choisi la Bolivie et ses peuples.

Merci à tous.







Fresque "vérité, justice, réparation et non-répétition", quartier Los Rosales, La Paz







Pour retrouver
la note de blog :
<https://melenchon.fr>
Ou flashez le QRcode :



Lac Titicaca : leçon de politique pour la France

Au lac Titicaca avec les experts
de la mission scientifique
franco-bolivienne



La Bolivie est le lieu d'apprentissage essentiel pour ce qui concerne les sujets liés à l'eau. Tous les problèmes s'y trouvent posés et mis en débat ou prises de décisions. Je m'explique. On y trouve toutes les questions qui s'y rapportent : présence abondante de la ressource mais problème d'exploitation de celle-ci, changement accéléré des phénomènes naturels y contribuant, problèmes sociaux liés aux conditions de l'accès à l'eau, et ainsi de suite. S'y ajoutent, de façon cruciale, deux paramètres non moins décisifs. Ils sont politiques. Le premier est l'existence d'une culture et d'une histoire des luttes populaires de masse sur ce thème. Et cela jusqu'au point d'avoir produit dans un passé récent un changement de régime politique avec l'émergence du mouvement conduit par Evo Morales il y a quinze ans. Le second est l'existence d'un pouvoir politique conscient qui s'est emparé du thème pour en faire un axe de sa politique intérieure et internationale. Il fait de surcroît un effort appuyé pour l'articuler sur les autres questions de la vie du pays. Tout cela peut s'étudier de loin et je l'ai fait. Mais je vise à présent une série d'autres objectifs dont l'issue se règle seulement près.

Le lac Titicaca est situé à 3 800 m d'altitude, dans les montagnes andines.



Attention ! Cela n'exclut pas de prolonger les bonnes méthodes déjà acquises. Par exemple, je veux rencontrer personnellement les nouveaux dirigeants, même si j'en connais la plupart, mais tels qu'ils sont dans leurs nouvelles fonctions. Je n'avais pu venir avec Mathilde Panot, vice-présidente du groupe parlementaire insoumis, lors de l'installation du nouveau Président bolivien Lucio Arce. J'avais présenté mes excuses et nous étions convenus d'un nouveau rendez-vous. Nous y sommes. L'invitation à la célébration de la première journée de la Terre de la nouvelle équipe me permet de rencontrer le nouveau président en fonction et les principaux responsables politiques de la nouvelle période.

C'est eux que nous aurons comme partenaires si nous gagnons en 2022. C'est avec eux que nous devons mener la bataille internationale sur nos thèmes. Car le plus souvent, ils les ont déjà mis à l'ordre du jour de l'agenda international. Je pense au projet de tribunal climatique international, ou à la reconnaissance du droit à l'eau, que la Bolivie a porté. Et ainsi de suite. C'est à leur expertise que nous nous référons pour entrer dans les grands dossiers qui nous attendent. Ce moment viendra quand nous devons centraliser la démarche globale de la planification écologique sur le thème de l'eau. C'est pourquoi un volet important de mon travail est aussi de faire du repérage des personnes ressources capables de nous accompagner dès maintenant dans notre cheminement sur le sujet. Je veux dire des gens de tous bords politiques, de toute nationalité, qui ont acquis une expertise sur le terrain des sites remarquables.

Un moment important dans cette démarche en Bolivie est le temps que j'ai passé sur le lac Titicaca, site mondial remarquable s'il en est un. J'y étais en compagnie de l'équipe des Français, scientifiques et diplomates, qui sont impliqués dans l'opération de surveillance de l'état de santé biologique du lac. Leur coopération fusionnelle avec l'équipe bolivienne de l'université de La Paz est un de ces signes de nouvel internationalisme humaniste que je guette pour m'en nourrir. D'une telle journée passée ensemble, je tire des milliers d'informations qui réorganisent

Le changement climatique dans la région du lac

Extrait d'un entretien avec Xavier Lazzaro du programme de recherche Observatoire binational du lac Titicaca

Dans le passé, les gens disaient que le changement climatique, ici, en altitude, cela ne les concernait pas. Les physiciens ont démontré que le fait d'être en altitude, à 4 000 m, et le climat tropical font qu'ici on a deux fois plus que le réchauffement moyen de la planète. Donc si la planète se réchauffe de 2 degrés jusqu'à l'an 2100, on aura 4 degrés ici. Ce qui est grave c'est qu'ici, tout est spécifique : les plantes, les animaux. Une fois que cela aura disparu, cela ne sera remplacé par rien du tout. (...)

Les glaciers vont fondre. Au bout d'un moment il n'y aura plus ces réserves d'eau de la cordillère des Andes. Le niveau d'eau va beaucoup fluctuer. Donc toute la partie occupée par les plantes aquatiques, qui forme une barrière biologique naturelle, va disparaître. Cela va faire comme à Puno. Puno c'est une ville qui est au bord de l'eau mais où il n'y a pas de plantes aquatiques. Donc c'est un cloaque.



“

L'urbanisation désordonnée perturbe le cycle de l'eau

Extrait d'un entretien avec Xavier Lazzaro du programme de recherche Observatoire binational du lac Titicaca

Aujourd'hui on se retrouve avec un lac qui apparemment est en bonne santé mais dont les rives sont complètement abîmées par les eaux usées de la ville d'El Alto qui ne sont pas traitées. Quand El Alto a commencé à se développer, c'était simplement une banlieue autour de l'aéroport. Une station d'épuration a été installée en 1998. Elle était prévue pour une capacité de 500 000 habitants. Mais la ville a grandi. Elle se retrouve donc disproportionnée, trop petite et elle n'est pas raccordée à toute la ville. Donc elle ne peut pas traiter toutes les eaux usées de la ville. Sous El Alto, il y a toute une série de rivières qu'on appelle El Katari. El Katari se jette dans le « petit lac ».

(...)

Les gens se plaignent surtout des ordures, les ordures visibles. Mais le plus insidieux ce sont les contaminations invisibles. C'est-à-dire les contaminations métalliques, industrielles. Mais aussi, comme une collègue à nous de l'IRD l'a démontré : les contaminations d'antibiotiques. Les antibiotiques proviennent des traitements que les gens s'appliquent quand ils sont malades mais aussi aux animaux. C'est grave car on ne connaît pas encore très bien les conséquences de ces antibiotiques sur la faune naturelle. Par exemple, on sait que les antibiotiques peuvent faire changer le rapport entre mâle et femelle chez les poissons ou les grenouilles. Sachant que les animaux et les plantes ici sont endémiques. On ne les trouve qu'ici. Par exemple la grenouille géante du lac Titicaca, on ne la trouve vraiment qu'ici. Elle est en perte de vue.

(...)

”



La ville d'El Alto,
1 million d'habitants,
en amont du lac.



mes connaissances et mes intuitions. Je ne dis rien du registre plus personnel de l'enchantement à voir mes compatriotes si généreux et si avancés dans leurs connaissances et techniques. Mes apprentissages couvrent alors un large champ. J'en jubile. Les conversations roulaient, des questions les plus techniques, comme la façon de superposer les informations venues de la terre avec celles des satellites. Sans oublier la question des méthodes pour croiser les savoirs traditionnels avec les acquis de la science.

Ici je dois dire un mot sur l'enjeu de ces thèmes qui peuvent faire sourire.

Les habitudes politiques comme la tradition sont prises à revers par le changement climatique. Quand tout change et ne se stabilise pas, la politique telle que nous l'avons connue dans la longue période du « chacun pour soi » et du « tout, tout de suite » ne permet aucune action raisonnable. Et le libre marché organisateur suprême de toute réalité est obsolète. Mais les politiciens ne le savent pas. Et d'ailleurs, même s'ils le savaient beaucoup s'en moqueraient. Liés à des groupes de pressions, passant d'une « carrière politique » à une carrière privée, leurs horizons restent bornés par la survie dans l'immédiateté des règles qui prévalent aux sommets du monde actuel. La politique comme art de gérer l'imprévu, les déroulements non linéaires de causes et d'effets, bref le chaos faible dans lequel nous entrons est une science politique nouvelle, balbutiante.

L'idée que la tradition sorte mieux équipée de la situation est une illusion. Car les cycles de la nature se déforment conjointement. Alors, les capteurs biologiques sur lesquels s'appuient les savoirs traditionnels se disloquent ensemble. Là aussi, les connaissances sont rendues plus incertaines. Les savoirs bâtis sur des constantes tirées de millénaires d'observation sont eux aussi pris à revers. Exemples. Ces coquillages de mer apparaissant pour frayer étaient liés au mécanisme du tapis roulant maritime des eaux froides et chaudes. Quand on les voyait, on savait que venait la saison des pluies. Des fêtes et des cérémonies



La rivière El Katari chargée en polluants urbains se jette ensuite dans le lac Titicaca.

avaient lieu alors pour appeler toute la population aux travaux correspondants. Le cycle de la nature, celui des coutumes et des pouvoirs politiques correspondant sont engloutis avec le changement climatique dans les sociétés agricoles traditionnelles et parmi ceux qui en vivent.

Encore est-ce là seulement le plus visible. Mais quand les fourmis et les grenouilles ne se mettent plus en mouvement à l'occasion des pluies traditionnelles ou de l'apparition des champignons qui leur convenaient, alors, plus rien ne se passe comme prévu.

Les cycles de la politique et ceux de la nature n'ont jamais cessé d'être bien étroitement liés comme le montre l'Histoire pour peu qu'on prenne en compte le paramètre climatique. Dorénavant ils vont l'être dans une forme nouvelle. Mais sans doute aussi étroite et vitale qu'elle l'était quand une petite bande humaine arrivait dans un secteur de la terre dont les saisons, les végétaux et les animaux étaient totalement inconnus d'elle.

Dans ce moment d'incertitudes, la science donne des points d'appuis essentiels. Mais la continuité des prises de mesures et de la diffusion de celle-ci est la condition de la connaissance approfondie dont on a besoin pour engager une action politique qui ait un résultat concret. J'en reviens au lac Titicaca pour donner une illustration concrète. La surveillance de la situation se fait par des mesures des vents, de la pluie et de la température toutes les 5 minutes. Celle de la qualité de la colonne d'eau toutes les demi-heures grâce au laboratoire flottant

“

Les réseaux et les chaînes du savoir

Extrait d'un entretien avec Xavier Lazzaro du programme de recherche Observatoire binational du lac Titicaca

Jean-Luc Mélenchon : Vous m'avez parlé du moment Covid, disloquant les chaînes de savoir. Vous pouvez reprendre cette explication pour qu'on comprenne comment les chaînes de savoir sont incluses dans une structure de base en réseau ? Et comment quand ce réseau se coupe à un endroit, alors toute la chaîne de la collecte de savoir ne sert plus à rien.

Xavier Lazzaro : On n'est pas étonné le soir de voir au journal télévisé une carte de la France, de l'Europe ou du monde avec les températures et la météo. Tout ça provient d'un réseau de satellites - il y en a des milliers maintenant. (...) Le Covid nous a fait réaliser qu'il y a des hommes derrière tout ça. Ce ne sont pas que des machines. Et donc, quand tout cela s'est arrêté et qu'on a empêché les spécialistes sur le terrain de faire leur travail, qu'on a empêché les techniciens d'aller faire la maintenance des équipements, les bases de données ont commencé à se dégrader. Des appareils ont commencé à tomber en panne. Pour d'autres, les données n'étaient plus très bonnes parce qu'il n'y avait plus de maintenance. Par exemple sur l'océan, les bateaux de commerce, les porte-conteneurs ou les bateaux de pêche sont équipés de systèmes automatiques qui transmettent non seulement des données météo mais aussi des données de qualité de l'eau. (...) On profite du fait qu'ils traversent les océans tous les jours pour avoir des cartographies très précises des courants marins, de la prolifération des algues, des déchets, des continents de plastique. (...) On est tous connectés. Quand le Covid est arrivé, que pour des raisons sanitaires les gens ne pouvaient plus sortir, tout ce système bien rodé a commencé à se dégrader.

Jean-Luc Mélenchon : Cela montre que l'on dépend de la cohérence d'un réseau. Les données dont vous parlez ne sont pas seulement destinées au journal télévisé. Les gens qui les utilisent sont des milliers. Ces données contribuent à une connaissance qui profite à des dizaines de secteurs.

”

sur le lac géré par les équipes franco-boliviennes. Celle du tableau général est établie par le survol de la zone tous les cinq jours par les satellites Sentinelle 1 et 2. On voit la masse d'infos ainsi collectées et l'importance qu'elle soit régulière et nombreuses pour nourrir une bonne qualité des prévisions. Mais le plus souvent, l'acheminement des données et leur recueil dans beaucoup d'endroits dépendent de présence humaine complexes nullement automatisés. Dès lors, les interruptions sont très dangereuses. Car pour modéliser correctement, pour prévoir efficacement, il faut une masse de données toujours plus fraîches et diversifiées. La condition initiale du savoir qui prend le relai de la tradition et de la science à l'ancienne, toutes deux toujours utiles, passe par le bon fonctionnement de tels réseaux. Mais il faut aussi qu'ils soient libres d'accès pour tous les scientifiques. Et il faut qu'il soient sans cesse augmentés. La décision politique efficace, à l'ère de l'incertitude, n'est pas possible sans cela. Ces éléments ont fourni le cadre de mon intervention devant le sommet de la terre à La Paz (voir page 55).

“

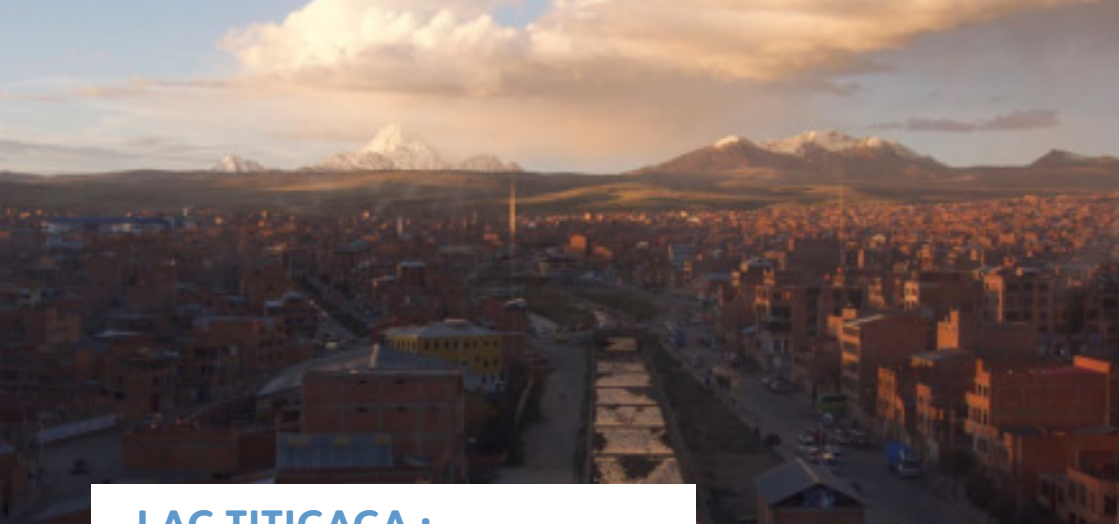
L'ère des migrations climatiques

Extrait d'un entretien avec Xavier Lazzaro du programme de recherche Observatoire binational du lac Titicaca

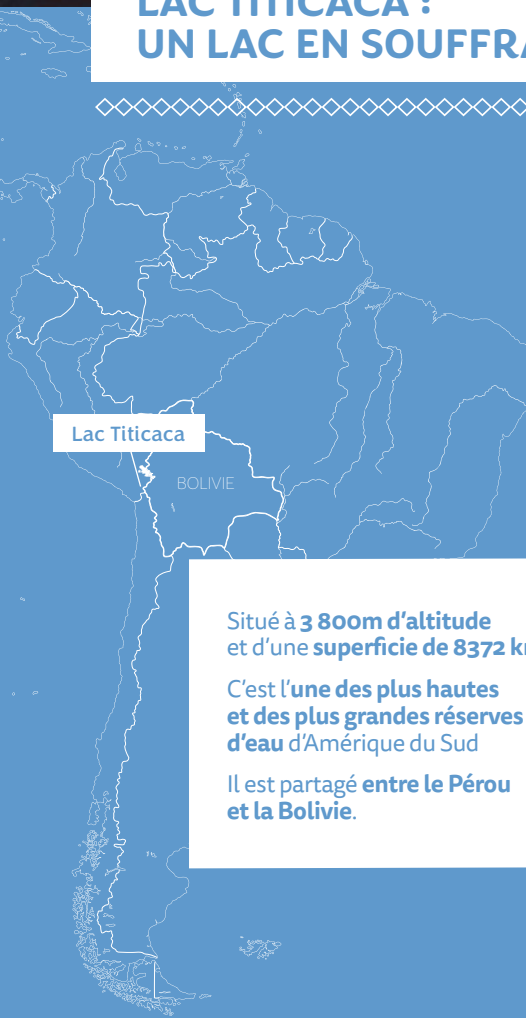
On est en train de créer des migrations de population. Les glaciers vont continuer de fondre et disparaître. Le niveau du lac va baisser. Les gens vont pouvoir cultiver un peu plus loin mais la qualité de l'eau va se dégrader complètement. Si on ne fait rien pour ces eaux usées qui arrivent dans le lac, le traitement de l'eau va être de plus en plus technique. C'est quand même assez dramatique. Les gens qui vivent autour du lac actuellement entre Bolivie et Pérou, c'est 3 millions d'habitants. Tous ces gens vont être obligés de migrer si les conditions climatiques deviennent insupportables comme avec les rayonnements solaires UV par exemple.

”





LAC TITICACA : UN LAC EN SOUFFRANCE



Lac Titicaca

BOLIVIE

Situé à **3 800 m d'altitude**
et d'une **superficie de 8372 km²**.

C'est l'**une des plus hautes**
et des plus grandes réserves
d'eau d'Amérique du Sud

Il est partagé **entre le Pérou**
et la Bolivie.

IL EST AGRESSÉ PAR LES POLLUTIONS DUES AUX ACTIVITÉS HUMAINES :

- **Peuplement expansif.** La ville d'El Alto, ressemble à une banlieue de la capitale La Paz. Pourtant elle la surplombe. À l'origine y vivait sur le côté de l'aéroport international les serveurs des riches et des usines de la capitale. Depuis c'est devenu une ville qui s'est étendue sans plan d'urbanisme. Mais avec une logique de quartiers spécialisés, sur le modèle des premières villes antiques. Cette ville reste un champignon en expansion ! En moins de 20 ans, un million d'habitants s'y sont établis. Ils déversent chaque seconde, plus de 340 litres d'eaux usées de toute sorte, pêle-mêle (rebutis industriels, hospitaliers, plastiques)...
- **Activités minières** et ses rejets.
- **Agriculture** : utilisation accrue d'engrais et de pesticides mais aussi croissance de l'élevage bovin et de la pisciculture qui augmente le volume d'eau pompé dans le lac.
- **Tourisme** : chaque année, plus de 700 000 touristes visitent la région et produisent des déchets de façon incontrôlée.

LES CONSÉQUENCES SUR LES ÉCOSYSTÈMES ET LES HUMAINS

- **Ces déchets détruisent l'écosystème.** Ils produisent notamment un neurotoxique fatal aux poissons, grenouilles et oiseaux.
- **Cela a un aussi impact direct** sur les populations vivant au bord du lac :
 - . Plusieurs espèces de poissons et d'oiseaux ont disparu.
 - La disparition des poissons a fait perdre aux riverains leur principale source d'alimentation et de revenus
 - . L'eau est non potable dans beaucoup d'endroits : les riverains souffrent de diarrhées récurrentes. Les villages doivent s'équiper pour se fournir en eau propre, en installant des bacs de collecte d'eau de pluie, des pompes ou des puits.

LE LAC SUBIT AUSSI LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE :

- **La température moyenne du lac s'est élevée** d'un degré en 40 ans. Les prévisions tablent sur un réchauffement de la région de 4 à 6 °C, induisant des périodes de pluies et de sécheresse prolongées.
- **Le recul spectaculaire des glaciers** va amplifier les variations du niveau du lac, avec des conséquences majeures sur les chaînes alimentaires.
- **Si le lac Titicaca disparaît**, au moins un million de personnes devraient migrer.

LA DISPARITION DU LAC POOPÓ, UN APERÇU DU PIRE

- **Le Poopó était autrefois le deuxième plus grand lac de Bolivie.**
- **Il a été officiellement déclaré disparu** le 18 novembre 2015.
- Le changement climatique est en cause.
- Tout au long du XX^e siècle, le Poopó a subi plusieurs sécheresses.
- Entre 1995 et 2005, la température dans les hauts plateaux andins a augmenté de 0,9 °C et la température minimale de 2,06 °C au cours des cinquante dernières années.
- Mais les raisons de sa disparition sont aussi à chercher du côté des activités humaines : culture intensive du quinoa gourmande en eau et industrie minière.



La Bolivie, le changement climatique et la ressource en eau

La Bolivie est déjà confrontée aux conséquences concrètes du changement climatique. Certes, elle ne figure pas parmi les pays les plus exposés au stress hydrique. Mais, de l'avis des scientifiques, sa vulnérabilité est importante. En effet, l'Unesco estime dans un rapport daté de 2018 que le « réchauffement climatique annoncé devrait provoquer la perte de 95% du permafrost actuel en Bolivie en 2050 et 99% en 2099 ». En clair, leurs glaciers fondent. Ceux sont d'ailleurs ceux qui fondent le plus vite. Or, près de 20% de l'approvisionnement en eau de la capitale La Paz dépend des glaciers andins de Bolivie. Par ailleurs, en novembre 2016, la Bolivie a dû décréter l'état d'urgence pour faire face à la plus grande sécheresse que le pays ait connue en 40 ans. 94 quartiers de la zone sud de La Paz se sont retrouvés privés de services d'eau potable pendant plusieurs semaines. Le retour d'expérience bolivien est précieux. Il nous permettra d'éviter ou d'affronter les situations de pénurie à venir.







“ Les ponchos rouges ”

Assemblée avec le groupe
militant d’indiens aymaras
« les ponchos rouges ».



Après que l’on ait installé tout le monde dans la salle de réception des délégations du parlement Andin et alors que le maître des cérémonies venait de faire la présentation des présents, le président du parlement des nations andines interrompt soudain le déroulement. Il m’annonce que se tient au rez-de-chaussée une assemblée des « ponchos rouges » autour du vice-président de la Bolivie David Choquehuanca et qu’elle suspend ses travaux pour me recevoir. La séance du Parlandino aussi est alors suspendue et je descends un étage avec le président du « Parlandino », le parlement des nations andines. Là je suis alors pris en charge par le maître des cérémonies indigène. La salle attend et l’on me conduit vers la tribune. Je salue le vice-président et les chefs présents sur l’estrade. David Choquehuanca me présente et raconte nos combats communs contre les tyrans et les dictateurs en Amérique du Sud et ma participation à la lutte contre le coup d’Etat. Le porte-parole des ponchos rouge propose à l’assemblée de me recevoir comme un frère et de me confier un mandat d’autorité comme les autres présents. Applaudissements unanimes. On me passe donc un poncho rouge et on me coiffe du bonnet de guerre. Je dis quelques mots de remerciements et d’acclamation des rebelles et de la Bolivie ! Je salue le vice-président et le porte-parole.

Puis on retourne en séance du Parlandino. Mais je dois dire que je suis bien ému. Tout cela créé un lien que je ne crois pas pouvoir défaire comme on se défait de tant de choses dans l'existence dont l'onde de choc s'est dispersée.

Car ces ponchos rouges ne sont pas n'importe qui dans l'histoire des insurrections boliviennes. Les « ponchos rouges » sont des indiens Aymaras, originaires de la province d'Omasuyos. Parmi les nations indigènes, ils ont la réputation d'être extrêmement disciplinés et combattants. Car après un long cycle de luttes sociales et culturelles, ils sont entrés en rébellion armée contre le gouvernement du président d'alors Gonzalo Sánchez de Lozada. C'était en Septembre 2003 à Warisata, dans leur région d'Omasuyos. *« Parce que, disent-ils, nous avons vu l'injustice, l'intolérance et la discrimination ajoutées à tant d'iniquités que font les puissants qui nous humilient, nous volent, nous emprisonnent et nous tuent. Et nous avons constaté que personne ne disait rien et ne faisait rien ! Alors nous avons dit « assez ! ». Nous avons décidé que n'allions plus jamais permettre à personne de nous traiter pire que des animaux. Et nous avons dit aussi que nous voulions la démocratie et la justice pour tous les boliviens et principalement pour les peuples indigènes et originaires ».* Pour les stigmatiser et les moquer, les puissants les ont nommés les « ponchos rouges ». *« Comme s'ils ne savaient pas que ce poncho que nous portons avec les autres symboles comme le fouet et la fronde est celui des personnes qui ont le pouvoir et un mandat d'autorité dans les communautés, les cantons et les régions des peuples indigènes de l'orient bolivien ! »* répondent les ponchos rouges. Une fois réinstallés dans la salle des séances du parlandino, la présidente du groupe des députés du MAS me fait le mot d'accueil avec l'accord de ses collègues. Puis c'est mon tour d'aller au pupitre.

La cérémonie
des “ponchos rouges”









Pour retrouver
la note de blog :
<https://melenchon.fr>
Ou flashez le QRcode :



“ Les vaccins sans brevet sont un droit humain ”

Pour la licence libre pour les vaccins.
Devant la représentation supranationale
directe du Parlement Andin



“
**Mesdames, Messieurs,
Monsieur le président Adolfo Mendoza,
Et vous tous, mes collègues,**

Je vous remercie de votre invitation, pour l'honneur
que vous me faites avec cette prise de parole.

Nous vivons tous un moment particulier dans la vie
de l'humanité. La pandémie soulève des questions
nouvelles. Mais pas si nouvelles que cela. Au com-
mencement, nous savons tous qu'il s'agit d'un fait
biologique. Il s'agit d'un virus. Mais cela n'est pas
nouveau. Nous savons que le virus ne provient pas
seulement d'un fait biologique. C'est un fait social.
C'est un modèle d'agriculture qui détruit la nature
et provoque le passage du virus de la forêt aux ani-
maux, et des animaux aux êtres humains. Il s'agit
donc d'un fait social. Qui a décidé de détruire la na-
ture sinon les êtres humains et une forme particu-
lière d'organisation de l'agriculture ? Et avec la glo-
balisation commence le fait nouveau : c'est qu'une
épidémie localisée devient une épidémie mondiale.

Et pour cela, le fait biologique, le fait social se transforme en un fait politique. Comment allons-nous agir ? Nous connaissons le moyen de lutte le plus efficace pour tous : le vaccin. Donc, tout se concentre sur une unique question : qui va être vacciné ? Et pourquoi certains oui et d'autres non ? C'est un fait social et politique.

Nous savons que le virus ne provient pas seulement d'un fait biologique. C'est un fait social.

NOTRE APPEL COMMUN

Le 20 février dernier, avec Monsieur le Président Adolfo Mendoza, nous avons été signataires d'un appel international pour lever les brevets sur les vaccins contre le Covid. Nous étions mobilisés avec une soixantaine de responsables internationaux comme les ex-présidents Lula da Silva et Rafael Correa, entre autres, aux côtés de syndicalistes indiens, népalais ou européens.

UNE REVENDICATION POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL HUMAIN

En lançant cet appel, en le renouvelant ici depuis votre parlement, nous voulons affirmer que nous sommes les acteurs d'une mobilisation mondiale au service de l'intérêt général de l'humanité. Ces termes sont nouveaux en politique. Avant on parlait de paix, de concorde, etc. Aujourd'hui, la pandémie nous enseigne qu'il y a un intérêt général humain et qu'à partir de lui peut se définir une politique. Cette notion n'a rien d'abstrait. Les faits les plus actuels le prouvent. Il n'y a pas un peuple, un pays particulier qui puisse espérer sortir seul de la pandémie, sans prendre en compte la situation du reste du monde. Cela est impossible messieurs et mesdames les égoïstes des puissances capitalistes.

Nous sommes en train de le constater une fois de plus en ce moment avec les mutations du virus. Tous les virus mutent. Nous savons cela depuis longtemps. Ainsi, plus le Covid 19 pourra circuler, plus il produira de mutations. Et plus il sera capable de résister aux premiers vaccins. Dès lors, les premiers vaccinés pourraient être à nouveau pris à revers par ces nouvelles formes du virus.

La vaccination générale reste donc la seule issue collective possible. A chaque fois que le virus se renouvellera, la vaccination généralisée devra l'être aussi.

LA PROPOSITION DE L'INDE ET DE L'AFRIQUE DU SUD

Voilà pourquoi il faut vacciner le plus vite possible et tout le monde. Les riches comme les pauvres. Les peuples du nord comme les peuples du sud. Mais pour cela la propriété privée et la priorité aux profits financiers sont des obstacles. Les brevets sont la forme juridique de cet obstacle.

*Il n'y a pas un peuple, un pays particulier
qui puisse espérer sortir seul de la pandémie,
sans prendre en compte la situation
du reste du monde.*

Nous sommes donc de plus en plus nombreux à demander une décision mondiale sur les brevets et le droit pour tous à des licences libres. Ce n'est pas utopique. Dans mon pays, jusqu'en 1959 il était interdit de déposer des brevets sur des vaccins. Ainsi, déposer des brevets aujourd'hui n'est pas un fait naturel mais le résultat d'une décision politique de soumettre le système sanitaire tout entier aux exigences d'une forme économique d'accumulation capitaliste. En octobre dernier, l'Inde et l'Afrique du Sud ont déposé la demande de liberté d'accès auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Ils sont soutenus par une cinquantaine d'États à travers le monde et par plusieurs gouvernements, ici, en Amérique latine. Le président de la Bolivie l'a fait hier avec des mots particulièrement convaincants.

BREVETS ET PRIX TROP CHERS

Mais les États-Unis s'y opposent. L'Union européenne suit cette position irresponsable. Leur attitude est uniquement destinée à protéger les profits des grands laboratoires privés américains. La firme Pfizer gagne une marge de 30% avec son vaccin. Ses dirigeants prévoient 15 milliards de dollars de profits rien qu'avec ce vaccin en 2021.

La conséquence est terrible. La majorité des pays ne peuvent pas payer de tels prix, à la différence des États-Unis ou l'Europe. De ce fait, de nombreux pays, en Afrique et en Asie centrale, n'ont toujours pas commencé la moindre campagne de vaccination. Aucune. Et les 50 pays les plus pauvres de la planète n'ont reçu que 0,1% des doses.

Cette injustice, cette honte, nous appelle à ne jamais oublier que tant qu'il reste encore une personne capable d'être contaminée par le virus, nous sommes tous concernés. Enfin le Président bolivien, Luis Arce, a montré que les pays déjà écrasés par leur dette n'ont pas les moyens de financer ces achats de vaccins. Ce fait est politique. Et de fait, il y a une solution politique. On constate que nul ne propose de les y aider. On voit alors que le niveau de la dette publique de ces pays, qui est un fait économique et politique, est un obstacle à la sortie de la crise sanitaire pour tout le reste du monde. Ce n'est pas un fait biologique. C'est un fait politique.

BREVETS ET SOUS-PRODUCTION

La conséquence des brevets est la rareté des vaccins disponibles. Mais la rareté des vaccins disponibles résulte aussi du manque de production. Les brevets empêchent de faire produire toutes les usines qui pourraient pourtant le faire. Des millions de doses ne sont donc pas produites. Ainsi, la cupidité du Big Pharma va aggraver le bilan de cette épidémie.

*La conséquence des brevets
est la rareté des vaccins distribués*

BIG PHARMA S'APPROPRIE LE TRAVAIL DE L'HUMANITÉ

Les multinationales revendiquent la propriété privée d'une connaissance scientifique. Elles n'ont aucune justification pour le faire. Le vaccin est avant tout le produit de la recherche médicale mondiale. En janvier 2020, des scientifiques chinois ont réalisé le séquençage ADN du virus. Immédiatement, ils ont mis leurs résultats en accès libre et gratuit. Depuis, des centaines d'équipes des universités et des laboratoires du monde entier ont fait la même chose. L'exploit d'avoir développé aussi rapidement des vaccins est le fait de la coopération gratuite scientifique à l'échelle mondiale, pas de la concurrence, du marché ou du capitalisme. Certains États ont par ailleurs financé directement les essais cliniques des laboratoires privés. Ainsi dans les faits, Big Pharma s'approprie le travail de tous les peuples. Ses entreprises imposent un tribut odieux aux peuples et aux gouvernements du monde : « soit vous payez pour nos actionnaires, soit on laisse mourir les gens chez eux. »

LEVEZ LES BREVETS SUR LES VACCINS CONTRE LE COVID !

(TRIBUNE PARUE DANS *LIBÉRATION*
LE 20 FÉVRIER 2021 AVEC LULA
ET UNE SOIXANTAINÉ DE PERSONNALITÉS
DU MONDE ENTIER)

Pour retrouver la tribune
<https://melenchon.fr>
Ou flashez ici :



Depuis un an, l'Humanité est confrontée à l'épidémie de Coronavirus. Plus de 2 millions de personnes sont déjà décédées de cette maladie à travers le monde. L'existence de milliards d'êtres humains a été perturbée par les confinements et toutes les mesures de restrictions utilisées dans la lutte sanitaire. Les premières victimes en sont les pauvres. (...) À la fin de l'année 2020, des vaccins ont commencé à être autorisés dans plusieurs régions du monde. Ils ont été développés en un temps record et il en existe déjà plusieurs, utilisant des techniques scientifiques différentes. Cet exploit est le résultat de la mobilisation exceptionnelle de milliers de chercheurs à travers le monde, notamment dans les institutions publiques comme les universités. C'est aussi la conséquence des financements des États, c'est-à-dire des peuples du monde, qui ont versé plus de 10 milliards de dollars rien que pour la recherche directe sur le vaccin. (...) Pourtant, aujourd'hui, ce sont quelques multinationales du « big pharma » qui raflent la mise. Le laboratoire américain Pfizer a prévu que la vente de son vaccin lui rapporte 15 milliards de dollars en 2021. Les vaccins, si vitaux pour l'Humanité, sont traités comme des marchandises. Les entreprises privées décident à qui elles livrent et à quel prix. Cette privatisation du vaccin, pourtant un « bien commun » selon l'OMS, freine sa diffusion. (...) Voilà pourquoi nous proposons de lever les brevets sur les vaccins et les futurs traitements contre le Covid. L'argent ne doit pas être un frein à la santé mondiale. Dans beaucoup de pays, il existe des dispositifs de licences libres, licences d'office ou licences obligatoire. Ils permettent la fabrication et la diffusion libre des vaccins. Nous appelons les dirigeants de ces pays à les utiliser le plus rapidement possible. Cette action permettra d'abaisser le prix des vaccins et d'en accélérer la production. Elle peut sauver des millions de vies humaines.





David Choquehuanca,
Vice-Président de l'État
plurinational de Bolivie

NOUS SOMMES LE PEUPLE HUMAIN

Nous devons, sans pause, accentuer la pression pour obtenir la levée des brevets. Mais nous ne devons pas oublier de traiter les causes de cette pandémie. Elle est la conséquence du modèle agricole productiviste. Au point de départ, on trouve des destructions de la nature qui poussent les animaux sauvages vers les zones urbanisées et les élevages industriels de l'agro-business. Ainsi, les virus passent des uns aux autres et ensuite aux êtres humains. Après cela, ces zoonoses transitent par la globalisation du commerce mondial. On voit une fois de plus combien l'écosystème forme, et il faut s'en souvenir en ce jour de la Terre, un tout dans lequel les paramètres environnementaux, sociaux et sanitaires se superposent en permanence.

Qui soutient la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid ?

La campagne internationale de Jean-Luc Mélenchon s'inscrit dans un combat mondial pour la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid. L'Inde et l'Afrique du Sud ont été les deux premiers États à déposer la demande auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce en octobre 2020. Les États-Unis et l'Union européenne bloquent dans les institutions internationales. Mais de nombreux États, institutions et personnalités soutiennent.

- **Plus d'une cinquantaine d'État** se sont joints à l'Afrique du Sud et l'Inde pour soutenir la demande auprès de l'OMC
- **Le 21 avril 2021**, Luis Arce a demandé de "mettre dans le domaine public" les vaccins lors d'un sommet ibéro-bolivien
- **Le secrétaire général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)** a incité tous les pays à soutenir l'initiative de l'Afrique du Sud et de l'Inde : "si ce n'est pas maintenant, alors quand ?" a-t-il appelé
- **Les dirigeants de l'Unesco et l'Unicef** ont également soutenu la suspension des brevets
- **Des ONG internationales** comme Oxfam, Médecins sans frontières ou Amnesty international
- **Une vingtaine de prix Nobel de la paix et de médecins** ont soutenu publiquement cette demande
- **Le Pape François** a aussi appelé les dirigeants du monde entier à lever les brevets

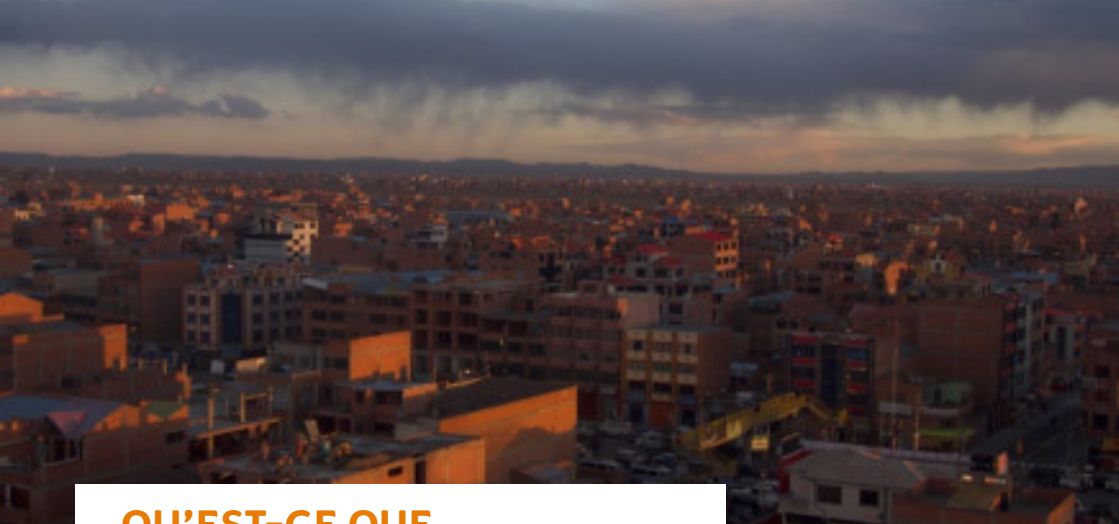
La bataille pour l'abolition des licences sur les vaccins est une des premières mobilisations politiques mondiales regroupant des gouvernements et des organisations citoyennes. Elle oppose clairement l'intérêt général humain aux intérêts particuliers qui prétendent décider du sort de l'humanité en totale irresponsabilité. Elle permet la formation d'une conscience commune, sans frontières ethniques ou religieuses.

Dans ce sens, notre mobilisation, messieurs, mesdames, camarades, Président, contribue à construire ce que l'on peut appeler le « peuple humain ». Ce peuple est alors le résultat de la conscience d'être uni par une communauté de destin sanitaire et environnemental. Dans ce cas notre patrie est la Terre. Et c'est notre devoir d'organiser par des lois internationales la primauté des droits de ce peuple humain, de son intérêt général sur tout autre intérêt particulier. La capacité de déclarer un état d'urgence sanitaire mondial doit être confiée à un organisme des Nations unies. L'OMS par exemple. Mais il s'agit bien de permettre une prise de décision politique. Pas simplement d'un pouvoir d'alerte. Au demeurant il existe déjà. Il s'agit bien de rendre possibles des mesures telles que la levée des licences et d'autres choses encore qui procèdent de cette même logique d'intérêt général humain.

Une fois de plus, de la situation en cours peut venir encore le pire. Mais le meilleur aussi est possible, si la volonté politique et ses acteurs existent. Nous allons faire une réponse simple. Face au désastre, face à la pandémie, chaque pour soi ou tous ensemble. Ce sont deux orientations politiques peuvent se comprendre dans le monde entier et par tous les peuples. Et cela commence par des décisions comme celle que vous avez prise au nom des peuples andins en faveur des licences libres.

Pour cela aussi, merci à vous, merci aux peuples andins, merci à votre mobilisation.



An aerial photograph of a densely populated city, likely Bogotá, Colombia, taken at sunset. The sky is filled with dark, dramatic clouds, and the city lights are beginning to glow. The buildings are packed closely together, and the overall atmosphere is one of a bustling urban environment.

QU'EST-CE QUE LE PARLEMENT ANDIN ?

- **Le 26 mai 1969** l'Accord de Carthagène créé la Communauté Andine
- Aujourd'hui, la Communauté Andine réunit la **Bolivie**, le **Pérou**, l'**Équateur** et la **Colombie**
- Il s'agit de plus de **100 millions d'habitants**
- **Son Parlement est créé en 1979**
- Il est composé de **5 parlementaires par État membre de la Communauté Andine désignés** dans les parlements nationaux respectifs
- Les autres institutions de la Communauté Andine sont le **Conseil présidentiel**, le **Conseil andin des ministres des affaires étrangères**, la **Cour Andine de Justice**





“ Nous entrons dans l’ère de l’incertitude écologique permanente ”

Participation aux événements
de la journée de la Terre organisés
par les autorités boliviennes



LE SOMMET DE LA JOURNÉE DE LA TERRE EN BOLIVIE : “Re-encuentro con la Pachamama”



**Ce sommet s’est tenu le 22 avril à l’initiative
du gouvernement bolivien.**

Il avait pour objectif de discuter des plans d’action
et des stratégies internationales pour faire face
à la crise climatique.

Différentes propositions ont été faites parmi lesquelles
une loi contre l’écocide, la convocation urgente
d’une assemblée générale de la Terre et la création
d’un organisme multilatéral de l’eau dans le cadre
des Nations Unies.

Étaient notamment présents Luis Arce (Président
de l’État plurinational de Bolivie), David Choquehuanca
(vice-président de l’État plurinational de Bolivie),
et M. Antonio Guterres (Secrétaire général des Nations
Unies) ainsi que des représentants d’associations,
d’organisations sud-américaines et institutionnelles
internationales.

Discours prononcé à l'occasion de la journée de la Terre



Pour retrouver
la vidéo du discours :
<https://melenchon.fr>

Ou flashez ici :



Je remercie les autorités boliviennes, et en premier lieu vous, Monsieur le Président Luis Arce, et vous, Monsieur le Vice-Président David Choquehuanca, pour l'honneur d'avoir été invité à intervenir devant vous. Pour le plaisir de voir le drapeau de mon pays, ici aux côtés de ceux des pays participants à cet événement.

Le moment de notre rencontre est grave .

Un objectif nous a été fixé par le premier rapport du GIEC en 1990, et ensuite en 1992 au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Il s'agissait d'empêcher le changement climatique dont on voyait apparaître les prémises. L'humanité entrain déjà en dette écologique dans des délais qui se réduisaient de façon claire. Cet objectif n'a pas été atteint. Et il est nécessaire de l'admettre pour savoir comment reprendre l'action.

Et il faut le dire : le changement climatique est commencé. Il est irréversible. De plus, la dynamique de ce changement obéit à des lois physiques qui modifient fondamentalement les conditions et les façons de prendre les décisions politiques. Pourquoi ? Parce que le climat est un système global qui se stabilise à la limite de l'équilibre. Le climat est un système global qui se stabilise à la limite de l'équilibre. S'il est impacté trop notablement par d'autres facteurs physiques, il bifurque vers un autre état global. Le passage d'un état à un autre n'est jamais linéaire. Il est brutal et bifurque complètement vers un nouveau point d'équilibre. Entre les deux états se produisent de façon imprévisible des paliers et des réorganisations générales des biotopes.

*Nous entrons dans une ère
d'incertitude permanente et structurelle.*





LA DIPLOMATIE DU PEUPLE HUMAIN

(TRIBUNE PARUE DANS *LE MONDE* LE 14 AVRIL 2021)

Pour retrouver cette tribune :
lemondeencommun.info

Ou flashez ici :



Le Japon a décidé de déverser l'eau irradiée de Fukushima dans l'océan.

Cette décision nous concerne tous. Où que nous soyons, tout ce qui est déversé dans l'océan global finit par nous arriver, par les courants marins ou par la pluie. Le cycle de l'eau est un bien commun mondial. C'est ce qu'a reconnu l'Assemblée générale des Nations unies le 28 juillet 2010, sur proposition de la Bolivie. Dès lors, comment un pays peut-il décider seul d'y introduire une pollution ? (...) Le 22 septembre 2009, le président de la République de Bolivie proposait cette fois aux Nations unies la création d'un tribunal international de justice climatique et environnementale. Les représentants officiels de cet État ont depuis remis sur la table plusieurs fois cette proposition. (...) Je plaide donc pour que la France reprenne la proposition de la Bolivie, la soutienne et cherche des alliés afin de la faire progresser au sein des institutions internationales. Les multinationales sont à l'origine de nombreuses mutilations irréversibles de notre écosystème commun. Leur impunité doit cesser. (...) Nous formons ainsi un peuple humain. Il ne s'agit surtout pas d'effacer les nations. Elles sont de précieux cadres d'expression démocratique. Il faut, en revanche, partout créer du droit international dans le cadre de l'ONU. Créer du droit, c'est affirmer notre humanité commune, faire progresser la coopération, et reculer la loi du plus fort. La France peut être la grande nation universaliste. Elle n'est pas fondée sur une ethnie ou une religion, mais sur des principes qui peuvent être mis en partage avec tous les êtres humains. Elle peut être le fer de lance d'une diplomatie du peuple humain.



Permettez-moi de proposer quelques éléments de réflexion pour adapter la décision politique à la nature du problème que nous devons gérer.

Certes, les engagements de l'Accord de Paris sont une première base pour cela. Mais il est inutile de cacher que ces objectifs sont tous en cours d'échec. Les engagements adoptés par les Etats conduisent à un réchauffement de 3,5°C au minimum, loin des objectifs décidés de limiter à 1,5°C voire 2°C ce réchauffement. En réalité, rares sont les pays qui amorcent une réelle décrue de leur production de gaz à effet de serre.

De telles feuilles de route inadaptées sont justifiées par d'innombrables raisons qui souvent ont une légitimité locale ou historique. Mieux vaudrait plutôt fixer une ligne de conduite, à partir d'un principe simple et universel. Il s'imposerait à toutes les Nations comme guide d'action dans les conditions que chacune fixerait souverainement. Un principe simple. Appelons cela « la règle verte ». Elle se formulerait ainsi : ne pas prendre à la nature davantage que ce qu'elle est en état de reconstituer dans un délai vérifié. Sinon que serait un modèle économique soutenable ?

Mais quelle que soit la norme, nous savons tous qu'elle ne vaudrait rien sans la légitimité d'un cadre juridique contraignant adopté par le système international mondial. Et il faudrait alors le munir d'un système de sanctions appliquées aux responsables publics ou privés dont les actes attenteraient aux biens communs de l'humanité. L'idée du tribunal climatique international proposé par la Bolivie me semble être spécialement bienvenue et pourrait être un mot d'ordre universel pour l'ensemble des personnes qui luttent pour le bien-être de l'humanité. (voir la tribune parue sur le sujet) Si le nouvel ordre écologique mondial n'est pas légitimé par la loi ni protégé par la contrainte et la sanction, il est vain de compter sur la seule bonne volonté ou les mécanismes de marché pour le faire.

Je voudrais aborder un autre thème essentiel. Nous convergeons souvent pour parler de « biens communs » de l'humanité. C'est un très bon concept et une réalité indéniable. Le mot désigne bien les composantes des cycles fondamentaux qui rendent possible la vie de notre espèce. Ils forment des cycles interdépendants : l'eau, le cycle de l'air, le cycle de la terre, le cycle de la biodiversité comme totalité, et le cycle de la génération aussi. Ces cycles sont planétaires et globaux, comme nous le savons tous. Mais nos peuples sont organisés en Nations. Clairement, ce cadre est le plus pertinent pour produire des décisions acceptées car il permet un contrôle des citoyens. Cependant le mot « biens communs » désigne un régime, la propriété collective, qu'une majorité ne sera pas prête à accepter

aujourd'hui. Il faut l'admettre. De plus, une question fondamentale se pose. Pourrait-on soustraire les biens déclarés « communs » à la souveraineté des peuples et des nations ? Clairement non. Mais l'exemple du régime du pôle Sud y pousserait. La perspective de l'expansion vers de nouveaux mondes dans l'espace devrait y conduire. De même le cadre juridique en discussion à l'ONU pour les grands fonds marins montrent que c'est une direction possible. Pour autant, dans l'urgence, on pourrait aussi proposer un système placé sous le contrôle des États souverains. Un « bien » serait déclaré « commun » parce qu'il engagerait l'intérêt général humain. Il serait soumis à des règles de gestion qui seraient convenues entre nations. Mais elles seraient gérées et mises en œuvre par les nations en toute indépendance. Alors, l'intérêt national ou plurinational d'une part, et l'universalisme d'autre part, y trouveraient leur compte. Et nous ouvririons une ère nouvelle de la diplomatie.

Je le répète : le changement climatique est commencé. Le défi qu'il lance à la civilisation humaine ne se définit pas seulement par le devoir de protéger l'unique écosystème compatible avec la vie humaine. Il s'étend aussi à un contenu social. Celui de prendre en charge financièrement l'adaptation matérielle des communautés humaines du monde entier au changement climatique permanent. Il est donc nécessaire que tout le monde contribue à financer les changements dans les processus de production, d'échanges et de consommation.

Face au péril climatique peut se former un peuple humain conscient de sa communauté de destin.

Alors il est temps de proclamer que l'harmonie avec les cycles de la nature dépend de l'harmonie entre les êtres humains eux-mêmes. Éradiquer les inégalités sociales, le racisme, le sexisme et les discriminations de toutes sortes qui divisent les sociétés et qui les déchirent, sont des tâches d'intérêt général humain. C'est-à-dire des tâches écologiques également !

Il s'agit de rendre possible l'unité d'un fait nouveau émergent : le peuple humain. En définitive, nous sommes les contemporains d'une réalité qui s'impose à nous. Je propose ce terme pour la désigner : « le peuple humain ». Face au péril climatique peut se former un seul peuple humain conscient de sa communauté de destin. Un peuple humain qui en même temps qu'il respecte les différences culturelles qui constituent ses diverses communautés, permettra aussi

à chaque individu d'adopter ce qu'il croit le meilleur pour lui dans tout ce proposent les autres. L'unité du peuple humain est à ce prix. Cela est le processus de créolisation que l'Amérique du Sud pratique depuis si longtemps, et pourrait devenir la norme de la nouvelle ère. À l'heure du défi climatique et de la conquête de l'espace, ce serait une nouvelle adaptation de l'humanité à son nouveau biotope.

S'adapter c'est avant-tout comprendre ce qui se passe. Cela me conduit au rôle des savoirs humains scientifiques et traditionnels dans la décision politique.

Entre l'état climatique antérieur (et tout ce qui va avec) et la prochaine stabilisation du système du climat, il y aura une longue phase de changements permanents et de durée variable. La politique comme art de gérer l'imprévu et le chaos relatif dans lequel nous entrons est une science politique nouvelle, incertaine, balbutiante. Elle dispose de peu de points d'appui et certains sont déjà bien discutés. Le « principe de précaution », par exemple, est un des rares outils de cette nouvelle ère.

La politique comme art de gérer l'imprévu et le chaos relatif dans lequel nous entrons est une science politique nouvelle, balbutiante.

Hélas, croire que la tradition serait mieux équipée pour affronter la situation serait une erreur majeure. Les capteurs biologiques sur lesquels s'appuient les savoirs traditionnels s'affaiblissent aussi tous ensemble. Par conséquent, le cycle de la nature, celui des coutumes et des pouvoirs politiques correspondants, sont engloutis avec le changement climatique. Plus rien ne se passe comme prévu. Et l'adversaire du cerveau humain, c'est l'imprévu. Et en même temps, c'est son plus puissant stimulant.

Nous sommes en effet la seule espèce qui s'est montrée capable de changer de biotope par ses migrations, au contraire de toutes les autres espèces étroitement dépendantes du leur. En fait, les cycles de la politique et ceux de la nature n'ont jamais cessé d'être bien plus étroitement liés qu'on ne l'a admis. Et nous devrions bien le savoir, nous autres Français, après avoir pu constater comment les grands froids, liés à l'éruption volcanique en 1783 du volcan Laki, au sud de l'Islande, ont provoqué par la crise agricole qui aggrava tous les facteurs qui menèrent à la Révolution de 1789.

Dorénavant ces cycles sont liés dans une forme nouvelle. Dans le moment des incertitudes, la science donne des points d'appuis essentiels. Mais on ne peut dissocier la Science des conditions de sa

production. Je parle ici, bien entendu, des crédits de recherches, des investissements matériels pour le recueil des données et la modélisation des scénarios. Mais aussi à l'appel de la jeunesse du monde entier à s'impliquer dans les études scientifiques. Mais la logique des brevets et de la marchandisation des savoirs met à mal la libre diffusion des données recueillies et des interprétations, libertés qui sont à la base du travail scientifique. Et ce n'est pas tout. La continuité de la prise de mesure et de la diffusion de celle-ci est la condition d'une connaissance approfondie des systèmes étudiés utilisable pour décider à temps et au moment opportun d'une action préventive sur les systèmes étudiés. C'est le rôle du politique. Mais l'acheminement des données et leur recueil dépendent de réseaux complexes. Dès lors, les pandémies, les confinements et les fins d'activité pour cause de crédits ou de « rentabilité » produisent des interruptions qui seront finalement très dangereuses. Car pour modéliser correctement, pour prévoir efficacement, pour décider comme pouvoir politique, il faut une masse de données toujours plus actualisées, diversifiées, universellement et gratuitement accessibles. La condition initiale du savoir nécessite l'existence de tels réseaux, libres d'accès pour tous et sans cesse augmentés par tous..

La décision politique raisonnable à l'ère de l'incertitude est-elle possible sans cela ? Non.

Ainsi, la mobilisation pour la liberté de licence sur les vaccins contre le Covid démontre qu'un grand nombre y est favorable. Mais on voit aussi comment la cupidité sans bornes des intérêts privés est un obstacle au bien-être de l'humanité entière. De même, après avoir vu comment la déforestation et les élevages super intensifs se combinaient pour déclencher des zoonoses à répétition et des pandémies de plus en plus fréquentes, nous devons constater et protester contre le fait qu'aucune décision n'a été prise dans le monde, ni ne s'envisage, pour interdire ces deux causes.

Fondamentalement, il faut décider comment la civilisation humaine va se réorganiser autour de la réponse à une question très simple d'orientation politique. Que faisons-nous ? Chacun pour soi ou tous ensemble ? Si on décide "Tous ensemble", l'humanité garde ses chances d'avancer et de perdurer. L'humanisme de notre époque est un collectivisme de type nouveau pour l'harmonie entre les êtres humains et avec la nature. Ces deux points ne peuvent pas être dissociés. Une harmonie avec la nature qui englobe toute la biodiversité dans une même préoccupation et un projet commun. Tel que le propose la Journée de la Terre. Tel que le proposent les Boliviens qui nous ont invités. Tel que notre engagement. Merci beaucoup.



Le tribunal international climatique, une proposition de la Bolivie

En 2009, Evo Morales, alors Président de la République de Bolivie, a proposé aux Nations Unies la création d'un Tribunal International de Justice climatique et environnementale.

Cette idée part d'un constat simple. En l'absence de véritables mécanismes de sanctions ou de contraintes, chaque État attend que son voisin fasse le premier pas. Et puis, rien ne se passe.

Comme l'a résumé Evo Morales : *« s'il n'y a pas de caractères de sanctions, qui va faire respecter un quelconque protocole sur le climat ? »*.

Il a réitéré cette proposition en décembre 2009 lors du sommet sur le réchauffement climatique de Copenhague, en avril 2010 lors de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique organisée en Bolivie, puis de nouveau en juillet 2011 à l'ONU.

Depuis, celle-ci est au point mort. Les États-Unis comme certains pays européens y ont opposé un silence méprisant.





Le sommet des atlantistes contre celui des universalistes

LA STRATÉGIE ATLANTISTE : PARIER SUR LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES

- Le 22 avril 2021, 40 dirigeants mondiaux se sont réunis lors d'un sommet virtuel à l'initiative des États-Unis.
- Certains États ont fait de nouvelles promesses d'engagements volontaires. Ils n'ont nullement prévu de rompre avec le système économique à l'origine de ces grandes perturbations climatiques et écologiques.
- Dans son intervention au Sommet Climat, Emmanuel Macron a continué à défendre le verdissement de la finance et le mécanisme du marché carbone.
- Cette stratégie des promesses est un échec. Aucun État, ou presque, ne tient ses engagements à court-terme qui découlent de l'Accord de Paris. À cause de cela, nous allons tout droit vers un réchauffement de 4° à 5°C.
- La France elle-même n'est pas exemplaire. Pour tenir ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre, Emmanuel Macron a dû les revoir à la baisse. Au rythme actuel, l'objectif de neutralité carbone sera atteint en... 2084.
- Par ailleurs, 3400 traités et accords protègent les investissements des multinationales. Mais aucun texte international juridiquement contraignant ne les oblige à respecter les droits humains et l'environnement. Les multinationales continuent donc de mutiler les écosystèmes et de piétiner les droits humains.
- Le sommet organisé par Joe Biden le 22 avril 2021 ne propose aucun mécanisme nouveau pour assurer le respect des engagements climatiques par les États ou par les multinationales.



LA STRATÉGIE UNIVERSALISTE : CRÉER DU DROIT INTERNATIONAL

- Il faut créer du droit international contraignant pour protéger les biens communs
- Le monde l'a déjà fait ! Le Protocole de Montréal pour préserver la couche d'ozone est l'unique traité environnemental international à avoir été ratifié par tous les pays. Il est un exemple de réussite de l'universalisme : la communauté scientifique estime que la couche d'ozone devrait retrouver son état de 1980 entre 2055 et 2065.
- Dans les institutions des Nations Unies, la France doit prendre plusieurs initiatives :
 - . Soutenir la proposition bolivienne (2009) de création d'un Tribunal International de Justice climatique et environnementale
 - . Devenir moteur pour faire aboutir la proposition équatorienne (2014) d'un traité pour contraindre les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement
 - . Jouer un rôle actif dans les négociations pour un traité international de protection des grands fonds marins
 - . Obtenir le principe de non-extraction des ressources sous-marine des pôles
 - . Défendre un moratoire sur les forages en Méditerranée
 - . Défendre la reconnaissance de l'écocide



L'INCERTITUDE ÉCOLOGIQUE DANS LAQUELLE NOUS ENTRONS EXIGE UNE SCIENCE POLITIQUE NOUVELLE

(TRIBUNE PARUE DANS *LE JDD* LE 23 AVRIL 2021)

Pour retrouver cette tribune :
www.lejdd.fr

Ou flashez ici :



(...) Le chaos partiel dans lequel nous entrons exige donc une science politique nouvelle. Elle est encore balbutiante. Sur quoi s'appuyer pour prévoir? L'idée que la tradition pourrait mieux nous renseigner est erronée. Les savoirs bâtis à partir d'observations millénaires sont eux aussi pris à revers par le changement climatique. Les capteurs biologiques liés aux migrations animales ou aux cycles des végétaux se dérèglent en même temps que le reste. Certes, l'espèce humaine à tout de même de sérieux ressorts face à l'imprévu. Par ses migrations elle a fait la démonstration de sa capacité à changer de biotope quand les autres espèces dépendent du leur en dépendent de manière absolue.

Dans le moment de l'incertitude, la science peut donner des points d'appuis essentiels. Ses observations, ses mesures, ses modélisations nous permettront d'anticiper, de repérer les signes avant-coureurs des grands bouleversements pour nous adapter. (...)

Dès lors, la science et la recherche scientifique ne peuvent être dissociées des conditions de leur production. D'où l'importance pour l'avenir des investissements publics dans la recherche fondamentale, les laboratoires, le matériel et les scientifiques eux-mêmes. La diffusion gratuite des données et de leurs interprétations doit être la règle. La logique des brevets et de la marchandisation des savoirs y fait obstacle. Elle doit être stoppée. (...)

Gouverner à l'ère de l'incertitude écologique exige une attention particulière aux réseaux de communication, de transport, de transmission des données. Elles-aussi doivent devenir en quelque sorte des biens communs. Car sans elles, il ne sera pas possible de planifier la vie des sociétés humaines dans la nouvelle donne climatique.









Annexes



Levez les brevets sur les vaccins contre le Covid ! texte intégral de la tribune parue dans <i>Libération</i> le 20 février 2021	70
« L'incertitude écologique dans laquelle nous entrons exige une science politique nouvelle », texte intégral de la tribune parue dans <i>Le JDD</i> le 23 avril 2021	73
« La France peut être le fer de lance d'une diplomatie du peuple humain », texte intégral de la tribune parue dans <i>Le Monde</i> , le 14 avril 2021	75
Carnet de séjour en Bolivie en 2006 un mois après le début de la première présidence d'Evo Morales (notes de blog)	77

Levez les brevets sur les vaccins contre le Covid !

Texte intégral de la tribune parue dans *Libération* le 20 février 2021

Depuis un an, l'Humanité est confrontée à l'épidémie de Coronavirus. Plus de 2 millions de personnes sont déjà décédées de cette maladie à travers le monde. L'existence de milliards d'êtres humains a été perturbée par les confinements et toutes les mesures de restrictions utilisées dans la lutte sanitaire. Les premières victimes en sont les pauvres. Ils vivent dans les logements surpeuplés où la diffusion du virus est plus importante et exercent les métiers les plus exposés mais leur accès à des soins de qualité est souvent limité. Ebranlés par l'arrêt temporaire de l'économie, ils sont nombreux à basculer dans la pauvreté.

À la fin de l'année 2020, des vaccins ont commencé à être autorisés dans plusieurs régions du monde. Ils ont été développés en un temps record et il en existe déjà plusieurs, utilisant des techniques scientifiques différentes. Cet exploit est le résultat de la mobilisation exceptionnelle de milliers de chercheurs à travers le monde, notamment dans les institutions publiques comme les universités. C'est aussi la conséquence des financements des Etats, c'est-à-dire des peuples du monde, qui ont versé plus de 10 milliards de dollars rien que pour la recherche directe sur le vaccin.

Pourtant, aujourd'hui, ce sont quelques multinationales du « big pharma » qui raflent la mise. Le laboratoire américain Pfizer a prévu que la vente de son vaccin lui rapporte 15 milliards de dollars en 2021. Les vaccins, si vitaux pour l'Humanité, sont traités comme des marchandises. Les entreprises privées décident à qui elles livrent et à quel prix. Cette privatisation du vaccin, pourtant un « bien commun » selon l'OMS, freine sa diffusion. Une minorité de pays riches s'est accaparé l'essentiel des doses disponibles. Dans le reste du monde, certains Etats doivent payer 2,5 fois plus chers pour les mêmes vaccins. L'ONG Oxfam estime qu'un vaccin ne doit pas coûter plus de 3,4 dollars pour que son accès soit réellement universel. Nous en sommes pour l'instant bien loin. Même en Europe, les laboratoires privés ne sont pas capables d'assurer la production et les livraisons de vaccins aussi rapidement qu'ils l'avaient promis.

Voilà pourquoi nous proposons de lever les brevets sur les vaccins et les futurs traitements contre le Covid. L'argent ne doit pas être un frein à la santé mondiale. Dans beaucoup de pays, il existe des dispositifs de licences libres, licences d'office ou licences obligatoires. Ils permettent la fabrication et la diffusion libre des vaccins. Nous appelons les dirigeants de ces pays à les utiliser le plus rapidement possible. Cette action permettra d'abaisser le prix des vaccins et d'en accélérer la production. Elle peut sauver des millions de vies humaines.

Au début du mois de janvier 2021, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques a prévenu que nous pourrions entrer, du fait des dégâts écologiques, dans une « ère des pandémies ». Pour n'y ferons pas face en privilégiant les intérêts privés et les fortunes dues « big pharma ». Au contraire, nous devons construire à l'échelle mondiale une société de l'entraide. Nous pouvons commencer maintenant en affirmant que les vaccins et les traitements anti-covid sont des biens communs.

Signataires : **Jean-Luc Mélenchon** président du groupe parlementaire La France insoumise, **Luiz Inácio Lula da Silva** ancien président du Brésil, **Rafael Correa** ancien Président de l'Equateur, **Jean Ziegler** vice-président du comité consultatif au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, **Oskar Lafontaine**, ancien ministre des Finances allemand, **Ernesto Samper** ancien Président de la Colombie, puis Secrétaire Général de l'union des nation sud-américaines UNASUR, **Saúl Méndez Rodriguez** ancien candidat à la présidence du Panama, **James Galbraith** économiste américain, **Hamma Hammami** militant des droits de l'homme et politique tunisien, **Biram Dah Abeid** chef de file de l'opposition en Mauritanie et prix des Droits de l'Homme des Nations Unies, **Veronika Mendoza** candidate à la présidentielle au Pérou, **Manuel Zelaya** ancien Président du Honduras, **Marcos Enríquez Ominami** ex-candidat présidentielle au Chili, **Nazieh Saghie** directeur exécutif de la Legal Agenda, Liban, **Ignacio Ramonet** ancien directeur du *Monde Diplomatique* et Président de l'Association Mémoire des Luites, **Eric Toussaint** dirigeant du comité pour l'abolition de la dette du Tiers-Monde Belgique, **Aminata Traoré** ancienne ministre de la culture du Mali, **Oumar Sissoko** ancien ministre de la culture du Mali, **Gleisi Hoffmann** Présidente du Parti des Travailleurs au Brésil, **Amado Boudou** ex Vice Président de l'Argentine, **John M. Ackerman**, Directeur du Programme universitaire d'études sur la Démocratie, la Justice et la Société de l'Université National Autonome du Mexique (UNAM), **Maite Mola** Vice-Présidente du Parti de la Gauche européenne, Espagne, **Rodrigo Muncada** Défenseur de l'eau, prix Danielle Mitterrand- Modatim, Chili, **Manu Pineda** député européen espagnole (Izquierda Unida), **Oscar Laborde** vice-président du Parlement du Mercosur, **Marc Botenga** député européen belge (Parti du travail de Belgique), **Serge Bambara** dit **Smockey** rappeur, porte-parole du Balai citoyen (Burkina Faso), **Malin Björk** députée européenne suédoise (Parti de gauche), **Nikolaj Villumsen** député européen danois (Alliance Rouge-Verte), **Idoia Villanueva** députée européenne espagnole (Podemos), **Silvia Modig** députée européenne finlandaise (Alliance de gauche), **Mabrouka M'barek** ex-membre de l'Assemblée nationale constituante de Tunisie, **Abdourahmane Sano** coordinateur du Front national pour la défense de la constitution (Guinée), **Alaa Talbi** directeur exécutif du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), **Enrique Santiago** porte-parole du groupe parlementaire Unidas Podemos, **Gerardo Pisarello** porte-parole du groupe parlementaire Unidas Podemos, **Amparo Botejara** responsable santé de la commission exécutive de Podemos, **Rosa Medel** porte-parole du groupe parlementaire Unidas Podemos, **Laura López** porte-parole du groupe parlementaire Unidas Podemos, **Juan Carlos Monedero** président du think tank de Podemos, **Binod Shrestha**, président de la General

Foundation of Nepalese Trade Unions (Gefont) au Népal, **Adolfo Mendoza** président du parlement Andino Bolivien, **Sigifredo Reyes** ex-président de l'Assemblée législative au San Salvador, **Frente Farabundo Marti** pour la Liberacion Nacional Cuauhténoc, **Cardenas Solozarno** ex-candidat présidentielle au Mexique, **Fernando Buen Abad Dominguez** philosophe mexicain, **Pablo Rebolledo** directeur Foro latino-américaine de derechos Humanos FODALCH, **Hector Diaz Polanco** écrivain, anthropologue, sociologue et historien, **Paco Ignacio Taibo II** écrivain, espagnol et mexicain (Fondo de Cultura Economica), **Pedro Salmeron** historien, **Paloma Saiz Tajero** activiste culturelle mexicain, **Lorenzo Meyer** historien et académicien mexicain, **Jorge Eduardo Navarrete** économiste et diplomate mexicain, **Roberto Eibenschutz Hartman** architecte, académicien et écrivain mexicain, **Ging Quintos Deles** ancienne Conseillère de la Présidente pour le processus de paix aux Philippines, association every woman, **David Ibarra Munoz** Ancien Secrétaire des Finances et du Crédit Public au Mexique, **Paola Pabon** préfet de Pichincha en Equateur, **Costas Lapavitsas** économiste, ex-député grec, **R.C Khuntia** ancien député du Parlement indien, **Chandrah Prakash Singh** syndicaliste INTUC en Inde, **Velayutham Ruthiradeepan** syndicaliste, Vice-Président du National Trade Union Federation au Sri Lanka, **Bienvenu Matumo** porte parole du mouvement La Lucha, RDC, **Rafael Barjas** directeur de l'institut de formation politique de Morena, **Blanca Alpina Montoya Camarena** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **Maria del Consuelo Sanchez Rodriguez** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **Maria Elvira Concheiro Borquez** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **Katya Colmenares Lzarraga** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **Felipe Arturo Avila Espinosa** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **José Carlos Manuel Valenzuela Feijo** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **Armando Bartra Verges** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **José Guadalupe Gandarilla Salgado** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **Lorena Paz Paredes** membre du conseil interne de l'institution de formation politique de Morena, **Guilherme Boulos** ancien candidat à la présidence du Brésil, **Oscar Andrade** sénateur uruguayen, **Juan Castillo**, secrétaire général du Parti Communiste d'Uruguay, **Susana Muniz** ancienne ministre de la santé d'Uruguay, **Miguel Fernandez Galeano** ancien vice-ministre de la santé d'Uruguay, **Belarmino Balbuena** parti patriotique populaire du Paraguay, **Mónica Medina** directrice de chaine de télévision Radio Télévision Popular en Bolivie.

« L'incertitude écologique dans laquelle nous entrons exige une science politique nouvelle »

Texte intégral de la tribune parue dans *Le JDD* le 23 avril 2021

Le lac Titicaca, partagé entre le Pérou et la Bolivie, nous donne une leçon politique. Menacé par les pollutions et le changement climatique, il constitue un lieu exemplaire de la perturbation des grands cycles au niveau mondial. Remarquable, il l'est alors pour la leçon politique que l'on peut en tirer. En effet, le changement climatique fait entrer l'Humanité dans une ère d'incertitude structurelle. Le changement climatique est commencé. Les grandes perturbations sont déjà à l'œuvre et nous placent au seuil de multiples points de bascule.

On ne sait pas s'ils se produiront, ni quand, ni quels seront leurs effets. Les changements en cours ne sont ni constants ni linéaires. Nous entrons dans un intermédiaire, situé entre l'état climatique antérieur et la prochaine stabilisation du système du climat. Entre les deux, il y aura une longue phase d'étapes changeantes aux durées variables.

La politique telle que nous l'avons connue dans la longue période du «chacun pour soi» et du «tout, tout de suite» est un danger mortel pour notre espèce aussi. L'heure est à la politique comme art de gérer l'imprévu. Mais elle dispose pour l'heure de peu de points d'appui. Le principe de précaution est un des rares outils de cette nouvelle ère. Le thème de la planification comme récupération de la gestion du temps long émerge quant à lui avec difficulté. Il va falloir décider d'après des calculs de probabilités.

Le chaos partiel dans lequel nous entrons exige donc une science politique nouvelle. Elle est encore balbutiante. Sur quoi s'appuyer pour prévoir? L'idée que la tradition pourrait mieux nous renseigner est erronée. Les savoirs bâtis à partir d'observations millénaires sont eux aussi pris à revers par le changement climatique. Les capteurs biologiques liés aux migrations animales ou aux cycles des végétaux se dérèglent en même temps que le reste. Certes, l'espèce humaine à tout de même de sérieux ressorts face à l'imprévu. Par ses migrations elle a fait la démonstration de sa capacité à changer de biotope quand les autres espèces dépendent du leur en dépendent de manière absolue.

Dans le moment de l'incertitude, la science peut donner des points d'appuis essentiels. Ses observations, ses mesures, ses modélisations nous permettront d'anticiper, de repérer les signes avant-coureurs des grands bouleversements pour nous adapter. C'est ce que fait une équipe de scientifiques franco-boliviens au lac Titicaca. Leur travail montre que le recueil et l'interprétation de données par les équipes scienti-

riques sur un milieu naturel peuvent permettre de prendre les bonnes décisions au bon moment. Mais cette science dépend de la collecte de milliers de données, de leur compilation, de leur traitement et de leur diffusion.

Dès lors, la science et la recherche scientifique ne peuvent être dissociées des conditions de leur production. D'où l'importance pour l'avenir des investissements publics dans la recherche fondamentale, les laboratoires, le matériel et les scientifiques eux-mêmes. La diffusion gratuite des données et de leurs interprétations doit être la règle. La logique des brevets et de la marchandisation des savoirs y fait obstacle. Elle doit être stoppée.

Mais ce n'est pas tout. La continuité de la prise de mesure et de la diffusion de celle-ci est la condition d'une connaissance approfondie autorisant une action préventive sur les systèmes étudiés. L'acheminement des données et leur recueil dans maintes autres zones dépendent de réseaux complexes nullement automatisés. Dès lors, les pandémies, les confinements et les fins d'activité pour cause de crédits coupés ou de «rentabilité» produisent des interruptions qui peuvent être finalement très perturbantes pour accéder à la connaissance de l'évolution d'une situation. Car pour modéliser correctement, pour prévoir efficacement, il faut une masse de données toujours plus fraîches et diversifiées.

La condition initiale du savoir qui prend le relai de la tradition et de la science à l'ancienne, passe par l'existence de tels réseaux libres d'accès pour tous et sans cesse augmentés. Gouverner à l'ère de l'incertitude écologique exige donc une attention particulière aux réseaux de communication, de transport, de transmission des données. Elles-aussi doivent devenir en quelque sorte des biens communs. Car sans elles, il ne sera pas possible de planifier la vie des sociétés humaines dans la nouvelle donne climatique.

Le problème est global. La réponse doit l'être aussi. Le suivi scientifique au Lac Titicaca est une de ces preuves du nouvel internationalisme humaniste qui s'impose. La décision politique à l'ère de l'incertitude est-elle possible sans cela? Tel est le cadre ensuite du seul débat qui vaille quand tout disjoncte. Nous devons trancher et tout organiser autour de la réponse à une question d'orientation politique : tous ensemble ou chacun pour soi.

« La France peut être le fer de lance d'une diplomatie du peuple humain »

Texte intégral de la tribune parue dans *Le Monde*, le 14 avril 2021

Le Japon a décidé de déverser l'eau irradiée de Fukushima dans l'océan. Cette décision nous concerne tous. Où que nous soyons, tout ce qui est déversé dans l'océan global finit par nous arriver, par les courants marins ou par la pluie. Le cycle de l'eau est un bien commun mondial. C'est ce qu'a reconnu l'Assemblée générale des Nations unies le 28 juillet 2010, sur proposition de la Bolivie. Dès lors, comment un pays peut décider seul d'y introduire une pollution ?

Le 22 septembre 2009, le président de la République de Bolivie proposait cette fois aux Nations unies la création d'un tribunal international de justice climatique et environnementale. Les représentants officiels de cet Etat ont depuis remis sur la table plusieurs fois cette proposition.

En guise de réponse des Etats-Unis, des pays de l'Union européenne dont la France, ils n'ont reçu qu'un silence méprisant. Mais à l'heure où des points de non-retour climatiques risquent d'être franchis, n'est-il pas temps d'entendre cette proposition avec plus de sérieux ?

Cinq ans après l'entrée en vigueur de l'accord de Paris sur le climat, il faut constater une faille béante dans l'action internationale contre le changement climatique. Personne, ou presque, ne respecte ses engagements : ni les Etats ni, surtout, les multinationales. Ces dernières sont les principales responsables de la destruction de nos biens communs environnementaux. Dans leur logique de profit maximal pour les actionnaires, elles cherchent à faire reposer tous les coûts sociaux et écologiques sur les sociétés.

Rompre avec les tribunaux d'arbitrage privés

La trajectoire climatique des quarante plus grosses entreprises françaises nous conduit droit vers une augmentation de la température de 3,5 degrés, bien au-delà des objectifs de l'accord de Paris. Les conséquences de leur irresponsabilité écologique sont immenses. Ainsi, trois banques françaises ont chacune une empreinte carbone plus grande que celle de la France. Souvent, le rappel du caractère mondial des problèmes écologiques fonctionne pour les dirigeants comme une justification de leur inaction dans leur pays. Ils ont tout faux. Nous avons les moyens d'agir en France en mettant en place une écologie de rupture avec le capitalisme.

La dimension internationale du défi climatique doit ensuite nous conduire à mettre en place des solutions fondées sur le droit et l'Organisation des Nations unies. Je plaide donc pour que la France reprenne la proposition de la Bolivie, la soutienne et cherche des alliés afin de la faire progresser au sein des institutions internationales. Les multinationales sont à l'origine de nombreuses mutilations irréversibles de notre écosystème commun. Leur impunité doit cesser. Le gouvernement français doit rompre avec son soutien actif aux traités de libre-échange et leur tribunaux d'arbitrage privés. Il en existe actuellement plus de 3 000. Ils fournissent un moyen pseudo-juridique aux firmes transnationales pour écraser toute velléité des peuples de leur imposer la force de la loi.

Trouver des alliés dans le monde

Leur pays est présent à des points-clés de l'écosystème mondial : la forêt amazonienne, l'Antarctique, l'Arctique et la Méditerranée. Il a le deuxième territoire maritime du monde. Il a des capacités pour agir à travers le haut niveau de qualification de son peuple, le nombre et la qualité de ses ingénieurs et ouvriers, son ample réseau diplomatique. La France doit mettre sa formidable puissance au service de l'intérêt général humain. Il est aligné avec l'intérêt propre des Français. Elle trouvera des alliés dans le monde pour porter au plan mondial l'objectif d'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature.

La question du vaccin contre le Covid le démontre. De nombreux pays du monde portent la revendication de la levée des brevets pour sa diffusion la plus rapide possible à l'humanité tout entière. Deux Etats, l'Inde et l'Afrique du Sud, ont déposé cette demande auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Depuis, une cinquantaine d'Etats s'y sont joints. Ils ont reçu le soutien public du secrétaire général de l'Organisation mondiale de la santé.

La France pourrait jouer un rôle de premier plan dans les coalitions qui défendent les biens communs mondiaux : santé, climat, eau, air, océans. Mais il lui faut d'abord rompre avec son alignement systématique sur les Etats-Unis et la Commission européenne. Le changement climatique, l'érosion de la biodiversité comme la pandémie nous montrent que les êtres humains sont tous semblables. Nos conditions d'existences individuelles et collectives sont les mêmes en tous les points de la terre.

Nous formons ainsi un peuple humain. Il ne s'agit surtout pas d'effacer les nations. Elles sont de précieux cadres d'expression démocratique. Il faut, en revanche, partout créer du droit international dans le cadre de l'ONU. Créer du droit, c'est affirmer notre humanité commune, faire progresser la coopération, et reculer la loi du plus fort. La France peut être la grande nation universaliste. Elle n'est pas fondée sur une ethnie ou une religion, mais sur des principes qui peuvent être mis en partage avec tous les êtres humains. Elle peut être le fer de lance d'une diplomatie du peuple humain.

Carnet de séjour en Bolivie en 2006 un mois après le début de la première présidence d'Evo Morales (notes de blog)



Il y a 15 ans, déjà, j'étais en Bolivie. C'était en 2006. Evo Morales venait d'être élu président à la suite du déclenchement du mouvement de révolution citoyenne commencée dans ce pays. Lors de mon passage, nous en étions à un mois du nouveau pouvoir. Se mêlaient donc l'enthousiasme de la rupture avec une Bolivie dont le visage était encore celui des ravages du néolibéralisme. Pour moi, l'épisode bolivien fut encore une pierre sur le chemin de mon évolution politique et théorique. Celle qui m'a mené jusqu'à la formalisation de la théorie de l'Ère du Peuple et la création de la France Insoumise. Avec la Bolivie, c'était la quatrième fois que la chaîne du néolibéralisme craquait en Amérique Latine, après le Venezuela, le Brésil et l'Argentine. Bientôt, L'Equateur et l'Uruguay rejoindraient cette liste. Chacune de ces expériences est différente. Elles ont toutes beaucoup à nous apprendre. De ces cinq jours en Bolivie en 2006, j'ai essayé d'emmagasiner le maximum, de retenir tout ce que je pouvais voir ou entendre. Dans les lignes qui suivent, parues à l'époque sur mon blog, je traitais de sujets comme la reconstruction de l'Etat après une période néolibérale, de l'articulation entre droits universels et droits des peuples indiens, de la Constituante. 15 ans plus tard, la révolution citoyenne bolivienne est toujours là malgré les campagnes de presse, les déstabilisations de l'étranger et un coup d'Etat ! Et tout cela avec uniquement les armes de la démocratie. Cette longévité démocratique interroge. Je vous propose donc à la relecture ces lignes de mon blog à la suite de cette brochure. Elles permettent de mesurer un peu mieux les inspirations à retirer de Bolivie.

PREMIÈRE JOURNÉE EN BOLIVIE / 20 février 2006

Le passage d'une compagnie de téléphone à l'autre en France donne lieu à des désordres inouïs, tout le monde le sait. Pour moi ce n'était pas le moment. Ma ligne est coupée en direction de l'internet depuis trois jours. Sans crier gare, cela va de soi. Deux transmissions sont donc perdues en route. Cependant j'ai reconstitué mes deux notes évaporées et si ces lignes sont lisibles c'est que tout a pu être mis en place. Je suis à La Paz en Bolivie. Et la première chose que j'en retiens c'est que ça coupe le souffle d'être installé à plus de 4000 mètres d'altitude. La première journée est spécialement rude physiquement. On recommande aux amis dit-on de manger peu, de ne boire aucun alcool et de marcher lentement. Je le fais scrupuleusement. Ensuite quand on jette un oeil, tout est choc. 60 % de la population est indienne répartie en 35 groupes ethniques. Impossible de ne pas s'en rendre compte: costume, dégaine, interpellations, tout signale que nous sommes dans cet « extrême occident » dont parlait le professeur et ambassadeur de France Alain Rouquier. La carte des dominants et des dominés est donc aussi une carte ethnique. Et la domination a toujours été très féroce ici. Très.

Par conséquent, quand le néolibéralisme est venu faire ses merveilles, le peu qui était disponible pour espérer un avenir meilleur et intégrateur pour tous a disparu. Toute la propriété nationale a été vendue. Absolument tout. Même chez Pinochet le cuivre est resté propriété d'Etat. Ici : rien. La privatisation a aussitôt produit ses « bienfaits ». Exemple : les mines d'étain et d'argent rentables sur le moment sont restées exploitées. Les autres ? Devinez. Des milliers de mineurs et leurs familles ont été abandonnés à leur sort. Au lieu de constituer des start-up ou au pire de livrer des pizzas comme ils auraient pu le faire pour rester dans le coup, une partie est allée planter de la coca et les autres sont retournés exploiter à la pioche et au bâton de dynamite les mines abandonnées. Tout le reste est à l'avenant. Pillé de nouveau pire que jamais, le pays a été invité à choisir entre des libéraux et d'autres libéraux présentés dans divers emballages, dont le modèle local des partis membres de l'Internationale socialiste corrompus jusqu'à la moelle. Le président du Sénat de Bolivie, partisan de Evo Morales, monsieur Santos Ramirez Valverde, m'a dit : « *Nous savons parfaitement que la gauche et la droite ce n'est pas pareil. Mais nous disons que nous ne sommes ni de droite ni de gauche. Car les gens ne les aiment ni les uns ni les autres parce qu'ils ont été aussi cruels et corrompus* ».

La Paz est entourée comme dans un bocal par des hauteurs qui la surplombent et qui lui valent d'être comme une ville assiégée ou rien ne rentre et rien ne sort sitôt qu'il y a un conflit social ou politique. Et spécialement quand la population d'El Alto, juste au-dessus de La Paz, se met en mouvement. Car ce sont des durs de durs à cuire. En 1952, il s'agissait d'un faubourg populaire peuplé de 11 000 personnes. La température oscille entre moins dix et plus vingt quand le ciel est dégagé. Aujourd'hui il y a là 800 000 habitants. Ceux-là ont construit toute la ville de leurs propres mains. Il y a là 81 % d'indiens. 75 % des familles n'ont accès à aucun soin médical. 40% de la population est analphabète. 20% n'ont ni eau potable ni électricité et 80% vivent

dans des rues en terre. Ils pratiquent l'auto-emploi familial. Dans les meetings où tout le monde se déplace par famille sous le contrôle des comités de quartier, les gens crient comme principal slogan : « *El alto de bout, jamás à genoux* ». Les belles personnes pensent que ce sont des animaux sales et dangereux. Le racisme dégouline à plein tonneau de tous les commentaires à leur sujet dans la bonne société. Toute patience épuisée, ceux-là et tous les autres ont explosé le système politique traditionnel et donné un très grand pouvoir politique à Evo Morales et son mouvement, le MAS, « Mouvement vers le socialisme ». Je leur donne raison. Et maintenant j'ouvre les yeux. Et je n'ai pas l'intention de me cacher mes propres questions. Pour ma part je ne comprends pas bien comment on articule indigénisme et droits universels. Je pose la question à tous ceux que je rencontre.

RECONSTRUIRE UN PAYS RAVAGÉ PAR LE NEO-LIBERALISME

ENTRETIEN AVEC JUAN RAMON QUINTANA, MINISTRE DE LA PRÉSIDENTE (ÉQUIVALENT DU PREMIER MINISTRE)

La nuit était bien commencée quand monsieur Juan Ramon Quintana est arrivé pour le dîner. Cet homme est le ministre de la présidence, c'est-à-dire l'équivalent du premier ministre dans notre système. Il est dévoré de travail comme on l'imagine à propos d'un gouvernement qui est en place depuis un mois seulement. Il prend cependant le temps de rencontrer un sénateur français de passage qui n'est même pas candidat à la présidentielle dans son pays, c'est-à-dire voisin du néant absolu d'un point de vue médiatique français. Lui, comme cet après-midi le président du Sénat bolivien, attache de l'importance à expliquer et à rendre compréhensible ce qui se passe ici.

Puisqu'il s'agit d'un personnage qui occupe une fonction officielle s'il en est une et que notre rencontre était comme on le comprend tout à fait informelle, je ne me risquerais pas à lui attribuer quelque propos que ce soit qui pourrait être utilisé ensuite par la presse bestiale qui guette ici chaque pas et même chaque soupir de la nouvelle équipe gouvernementale pour l'accabler de sarcasmes et de polémiques bidons. Je vais seulement noter l'impression que j'en ai retirée. Monsieur Quintana ne m'est paru à aucun moment comme un homme habité par une vision idéologique de sa tâche. Il semblait exclusivement occupé à rechercher les moyens d'atteindre des objectifs extrêmement concrets. Nous avons évoqué en détail des questions très techniques dont le contenu humain me paraissait si énorme que plus d'une fois je me surpris à décrocher de la conversation pour réaliser de quoi nous parlions vraiment et reprendre mon souffle. Sachant que le fond du dossier de chaque question posée au gouvernement est : premièrement nous n'avons pas d'argent et deuxièmement nous n'en aurons pas de si tôt, tout ce qui est posé sur la table se présente comme une tragédie.

Une question ? Comment s'y prendre pour que les deux millions de personnes (sur neuf millions d'habitants) qui n'ont pas de papiers d'identité en aient ? Car comment faire face à quelque besoin que ce soit pour quelque service que ce soit quand on ne

peut présenter aucun moyen d'identification ? Quelle révolution démocratique aurait la moindre crédibilité sans avoir d'abord ramené à l'existence civile ces deux millions de personnes ? Bien sûr ces deux millions d'inconnus sont exclusivement des indigènes. Il est vrai qu'avant 1952 les indigènes (70% de la population) n'avaient pas le droit de vote ? Les vénézuéliens ont proposé leur aide et leur argent pour faire ce travail en urgence. Aujourd'hui le Venezuela c'est Chavez. C'est-à-dire Hitler selon les propos délicats de Donald Rumsfeld, lequel a une connaissance avancée de ce type de sujet en tant que chef administratif des centres de torture secret de la CIA. Donc la presse locale fait campagne contre le Programme d'identification puisque les vénézuéliens le soutiennent. Elle accuse le pouvoir de laisser aux vénézuéliens le pouvoir de garder des copies des registres d'état civil boliviens ? Ainsi, loin de parler de ce qui doit se faire et comment et pourquoi, les colonnes sont pleines de polémiques et de répliques sur ce thème de la présence des vénézuéliens. Pour les puissants du coin et leurs porte-plumes, l'important ce n'est pas que deux millions de leurs compatriotes soient moins identifiés dans leur propre pays que les poules et les vaches dans chaque magasin qui en vend un morceau n'importe où en Europe. Aucun d'entre eux ne propose une souscription ou n'importe quoi de semblable pour financer l'opération. Seulement des injures. Aucun ne dit non plus pourquoi les vénézuéliens seraient intéressés à recopier l'identification de deux millions d'indiens qui jusque-là n'étaient même pas dignes de l'intérêt de leurs propres gouvernements et des puissants du pays qui, pour leur part, ne cherchaient même pas à savoir qui ils pouvaient bien être ?

Cette histoire est significative de la tâche modeste mais terrible de ce gouvernement. Du peu qu'il y avait d'Etat dans ce pays le néo-libéralisme a tout abrasé. Si bien qu'en cas d'échec d'une équipe installée dans des conditions d'insurrection civique comme celles qui ont installé ce gouvernement, c'est purement et simplement l'effondrement du pays qu'il faudrait redouter. La récupération des fonctions minimales d'un Etat sont à l'ordre du jour comme autant de tâches urgentes. Je viens d'évoquer l'Etat civil. Mais combien d'autres. Par exemple le contrôle du territoire. Plus de la moitié du territoire du pays est amazonien. L'armée est la seule présence extérieure qui s'y manifeste. Et encore est-ce de façon ponctuelle comme il est facile de se l'imaginer.

Entre autres conséquences de cette marginalisation d'un tel territoire dans l'Etat, il y a le problème de la reprise de l'esclavage. Oui, l'esclavage. Le gouvernement se propose donc de mettre fin à l'esclavage. Pourquoi les esclaves ne se révoltent-ils pas sans avoir besoin de l'Etat pour ça, se demande le bobo germano-pratin qui n'aime pas les gouvernements populistes mais qui réfléchit quand même avant sa sortie en rollers dans les rues balisées de Paris le vendredi soir ? Parce que les personnes réduites en esclavage n'intéressent personne et elles savent justement que même l'Etat ne peut rien pour elles. Parmi elles bon nombre se disent qu'esclaves c'est mieux que rien. Elles le pensent dans la mesure où elles ont moins faim de cette façon dans la nuit de la forêt à plusieurs jours de marche du premier lieu hors de portée des maîtres qui les détiennent, les battent ou les tuent s'ils cherchent à s'enfuir. Ensuite nous avons évoqué le problème de la mortalité infantile et de celle des

femmes qui mettent au monde les enfants. Comme ce pays a le record de toute l'Amérique latine et que dans certains villages 50% des enfants meurent avant d'avoir cinq ans je m'arrête là, de peur qu'on moque ma sensiblerie et les autres aspects de mes raisonnements politiques qui révèlent le populiste qui dort mal en moi et me fait prendre par principe le parti des gueux en dépit des remarques pleines de bon sens des gens qui savent que la globalisation est un fait indépassable et que l'Etat ne peut pas tout. Je m'entraîne donc à garder un sang-froid de type social-démocrate raisonnablement consterné devant la situation et je m'efforce de continuer à considérer cette question dans sa dimension statistique impersonnelle.

Quand monsieur Juan Ramon Quintana m'a demandé ce que je croyais possible d'attendre des gouvernements sociaux-démocrates je lui ai dit qu'ils étaient sûrement pleins de bonnes intentions actuellement mais que ce serait tout à fait différent si les Américains haussaient la voix. Je lui ai recommandé, pour autant que je pouvais me permettre de recommander quelque chose à un homme qui est confronté à de tels problèmes, de continuer leurs efforts pour se faire connaître correctement dans la mesure où de nombreux médias de nos pays ont déjà commencé des campagnes de folklorisation de leur gouvernement et de leurs dirigeants à commencer par les portraits parus sur le compte du Président Evo Morales. J'ajoute que je lui ai également signalé l'inconvénient majeur qu'il y aurait à donner des signes qui seraient à juste titre très mal ressentis comme par exemple afficher la naissance d'une relation particulière avec le gouvernement actuel de l'Iran. Je lui ai dit que jamais aucune conscience de gauche ne pactiserait si peu que ce soit avec de tels négateurs des droits de l'homme et que l'argument de l'anti-impérialisme ne valait strictement rien quand il conduisait à justifier la diffusion des armes nucléaires. Ce qu'il m'a répondu alors qu'il se tenait la tête dans les mains à ce moment de notre conversation je le résume avec neutralité en répétant qu'il m'a dit que la question était posée et qu'il avait bien compris mon raisonnement. Je n'ai pas fait ce genre d'intervention parce que je me sentirais investi de quelque mission que ce soit à propos de l'Iran. Je l'ai fait parce que je veux aider ceux que je veux voir réussir à bien mesurer l'impact pour nous, la gauche, de certains affichages qui peuvent provoquer un isolement plus grand des nouveaux pouvoirs populaires de l'Amérique latine et un prétexte incroyablement facile aux bonnes consciences de la gauche otanisée en Europe.

Mais fondamentalement, de cet entretien, j'ai retenu que dans les cas de ces pays où le néo-libéralisme et la doctrine de la libre concurrence non faussée a tout détruit du peu qu'il y avait pour prendre appui, c'est l'idée même de civilisation qui est en état d'urgence. A voir les souffrances endurées de cette façon en Haïti, au Libéria, ou au Sierra Leone pour ne parler que des exemples les plus remarquables en Europe, on sait de quoi je parle. Ce qui menace après que les doctrines folles du moins d'Etat ont fait leur oeuvre perverse, c'est la tribalisation de la politique et la privatisation de tout l'espace public qui se fragmente à mesure que des identités partielles se substituent à l'expression de l'intérêt général. L'héritage de 1789 appartient à l'humanité universelle. Ceux qui pensent pouvoir lui tourner le dos peuvent remporter d'abord des victoires qui leur procurent de nouveaux privilèges momentanés dont ils jouiront avec arrogance et satisfaction avant de comprendre qu'il n'y pas d'île de bonheur par-

ticulier dans les océans du malheur pour tous. Alors tous vivront bientôt plus mal que les bêtes sauvages qui elles du moins ne se dévorent entre elles que par nécessité. Ici des régions réclament leur autonomie, des universités pensent qu'elles doivent se voir affecter une part fixe de la rente future sur le gaz. Et ainsi de suite. Tel est le message de la politique de proximité quand elle s'affiche comme une fin en soi. Mais c'est un problème purement local comme on le comprend. Monsieur Quintana a un visage fin et il parle délicatement, sans s'emporter, avec patience et pédagogie. Il est reparti à pied dans la nuit en nous remerciant de ne pas l'avoir fait veiller. Je regardais les lumières sur les flancs de la montagne. Elles ne montent pas encore jusqu'au ciel. Mais ça peut arriver à l'avenir.

DEUXIÈME JOURNÉE EN BOLIVIE / 23 février 2006

DE LA PAZ A SANTA CRUZ

Mardi soir, j'ai augmenté mon livre des records personnels. Premièrement j'ai établi un record d'altitude pour une conférence politique puisque le siège de l'alliance française à La Paz où je donnais ma conférence est situé à 3859 mètres. Deuxièmement, j'ai battu mon record de durée d'un discours en espagnol que j'avais établi à un quart d'heure il y a 15 ans à San Antonio au Chili. J'ai parlé cette fois-ci trois quarts d'heure dans cette langue devant les soixante personnes qui ont répondu à l'invitation de l'alliance française. J'étais donc guilleret en ouvrant la presse ce matin mercredi. Elle titre sur l'anniversaire du premier mois au pouvoir d'Evo Morales.

Naturellement il se publie de nombreux commentaires dont un nombre substantiel soulignent qu'il n'a toujours pas accompli son programme, preuve que ce président n'est même pas à la hauteur de ses propres objectifs. D'autres sont moins critiques pour la personne du président et admettent que monsieur Morales prouve qu'il est un homme intelligent et par conséquent, il sait bien que son programme est inapplicable. Dès lors, maintenant qu'il est élu, il ne sait pas où il va? J'ai aussi noté un grand papier sur un ton beaucoup plus distancié avec un titre qui barre toute la page : « Le leader syndical reste davantage présent que le président dans le personnage d'Evo Morales un mois après son installation au pouvoir ». Je ne pense pas que quoique ce soit de tout cela puisse émouvoir un homme qui a gagné dès le premier tour une élection pendant laquelle tous les abus racistes se sont exprimés sans retenue contre lui. Quand on passe dans la nuit de Santa Cruz et que l'on croise les grosses voitures des gosses de riches qui sortent en bande et font la tournée des boîtes et bars, on mesure le décalage qui écartèle cette société. Les intellectuels engagés à gauche que j'ai rencontrés dans cette ville, le curé qui dirige la pastorale sociale du cardinal avec lequel j'ai dîné, tous m'ont raconté des histoires à vomir sur le niveau des arguments qui ont été déversés sur Morales pendant la bataille dans ce fief de l'oligarchie bolivienne où agit également un parti ouvertement raciste. Drôle de ville que celle là, 3800 mètres plus bas que La Paz. On pense avoir changé de monde du tout au tout quand on vient de l'autre Bolivie, celle de l'altiplano. Je suis à moitié assommé une heure après mon arrivée, du fait de la température de fournaise tropicale. J'ai été reçu au siège de Total par son patron un homme rayonnant d'énergie et d'optimisme qui ne semble pas avoir trouvé ses galons dans une pochette surprise. Puis j'ai reçu un cours complet et détaillé d'histoire locale au siège du comité civique pour l'autonomie de la province où m'ont reçu le président du comité et ses deux vice-présidents. Autant de personnages cordiaux, se donnant une allure tout à fait allante et ouverte. A première vue, leur campagne pour l'autonomie revendique un peu moins que ce que prévoient nos lois de décentralisation. Ils affirment ne pas faire de politique sinon pour la mise en oeuvre de ce programme. Un de mes trois interlocuteurs m'a salué avec une chaleur particulière en m'informant qu'il avait en son temps accueilli chez lui Régis Debray.

Chacun m'a rappelé qu'il militait dans ce comité à titre bénévole et qu'il n'y avait aucun oligarque dans la pièce, deux d'entre des trois responsables présents étant d'ailleurs des médecins praticiens qui retourneront au travail dès l'entretien terminé. Ensuite, lorsque j'ai exposé à quelques personnes sympathisantes du nouveau régime mon impression favorable, elles m'ont dit qu'elles me trouvaient fort naïf. Un comité qui est capable de réunir 350.000 personnes en manifestation pour l'autonomie régionale en pleine crise politique peut-il être sérieusement qualifié d'apolitique ? On me demande de réfléchir aux conséquences de leur demande de se voir attribuer automatiquement une partie de la rente pétrolière et gazière. Et que dire de leurs réclamations incessantes pour que soit négocié un niveau fixe de retour dans les caisses locales de l'impôt payé nationalement. Tout cela peut-il réellement être séparé du reste du discours de la droite locale contre l'Etat centralisateur, inefficace et ainsi de suite au moment même où ce qui est à l'ordre du jour c'est précisément la reconstruction de l'Etat ? La force de ces questions est qu'elles s'appuient sur une réalité : nous sommes là dans un bastion de la droite oligarque. Mais cela n'enlève rien selon moi à l'intérêt de la revendication d'une décentralisation correctement construite, s'il s'agit bien de rechercher un nouveau modèle de développement pour le pays. D'autant que l'Etat pantelant et inefficace d'ancien régime n'est pas une vitrine convaincante des vertus de la centralisation dans un pays où cet Etat n'a jamais été l'organe d'expression de la volonté générale mais plutôt un instrument de gardiennage et de répression sociale en même temps qu'une pompe à fric pour les corrompus.

Tout ceci devra bien venir en débat quand l'assemblée Constituante se réunira. C'est-à-dire très bientôt. D'après moi qui ne suis pas d'ici, une bonne façon de connecter la reconnaissance des communautés indiennes, celles des régionalistes et la définition d'un Etat pour tous, c'est peut-être bien d'aller de l'avant vers cette décentralisation. Si les collectivités reconnues sont assez nombreuses et collent à la réalité du terrain il est vraisemblable que l'égoïsme forcené de telles structures et leur compétition permanente, comme on le voit chez nous, protège l'autorité de l'Etat contre les séparatismes. Dans ce cas, la décentralisation loin d'être un émiettement de l'Etat peut être un moment décisif de sa reconstruction. Pendant le dîner, le recteur de l'université écologique soutient que sur ce point comme sur tous les autres il faut bien se souvenir que ce que fait la Bolivie est toujours une préfiguration de ce qui ensuite se répand sur tout le continent dans la mesure où le déséquilibre des rapports sociaux en Bolivie a toujours accéléré des évolutions qui se contentent d'aller à leur rythme partout ailleurs. Le coadjuteur des missions sociales lui donne raison et rappelle que la première révolution nationale a eu lieu en Bolivie en 1952 avec sa réforme agraire qui a fonctionné comme le révélateur d'une question posée partout. Et de même, c'est en Bolivie que l'on a appliqué en premier lieu et sous sa forme la plus extrême la politique néo-libérale. Un autre ajoute qu'en ce qui concerne l'affirmation politique des indigènes il en ira de même comme on le verra bientôt au Pérou selon lui.

Et maintenant il faut bien parler un peu de cette histoire-là précisément, celle des indigènes et de ce qu'ils peuvent impliquer dans le développement politique de la nation Bolivienne. D'autant que je ne cesse pas d'être universaliste parce que je me

trouve ici. La connexion entre les droits coutumiers des indigènes conservés par la tradition et la formulation permanente de droits universels par la loi reste un angle mort de ce que j'ai observé. La ségrégation sociale dont sont victimes les indigènes en Bolivie fait que parvenu à ce point de l'histoire de ce pays, il est impossible d'envisager quoique ce soit pour l'avenir si l'on ne commence pas par remettre les indigènes dans le jeu. C'est pourquoi Evo Morales est une chance pour la Bolivie dans la mesure où il incarne en tant qu'indien élu président la fin incontournable de l'apartheid politique dans ce pays. C'est pourquoi aussi son thème d'une Constituante fondatrice de la Nation Bolivienne est particulièrement inspiré et conforme au besoin du moment politique. Une fois ce point posé, il faut se convaincre que l'arrivée des indiens se fera comme une affirmation de leur identité spécifique et non pour son effacement. Sinon pourquoi vouloir tout cela ? Dès lors, tout le processus est en tension car il s'agit quand même, à travers la fabrication d'une nouvelle constitution, de formuler des règles applicables pour tous. Et les indigènes ne sont pas toute la population. Et leur mode de vie, leurs us et coutumes, selon l'expression en cours ici, ne sont pas forcément l'idéal de vie auquel tous aspirent ici, ni toujours ceux que la norme universaliste et humaniste accepte. J'y reviens dès demain.

TROISIÈME ET QUATRIÈME JOURNÉE EN BOLIVIE

DIFFERENCE INDIGÈNE ET DROIT À LA RESSEMBLANCE POLITIQUE

Dans la presse ce matin comme hier, le sujet qui tient la une, c'est le refus par les USA de donner un visa d'entrée aux Etats-Unis pour une des ministres du gouvernement de monsieur Morales alors qu'elle se préparait à répondre à l'invitation d'une université étatsunienne. C'est un camouflet qui est fort mal vécu et qui commence le processus de confrontation que le gouvernement Bush va organiser avec le gouvernement Morales.

La droite locale s'abstient sur ce sujet. Les Etats-Unis sont particulièrement détestés ici en raison du nombre des exactions et crimes commis par les gouvernements du passé qu'ils ont approuvés, encouragés ou suscités. Et des pressions grossières qu'ils ont exercées sur toutes les élections, avec une telle arrogance que le président Morales estime avoir reçu d'eux l'un des meilleurs encouragements dans l'opinion avant les élections.

Cependant c'est la décision d'Evo Morales hier d'engager la décentralisation qui fait la matière première des débats de l'Assemblée nationale au moment où les députés sont en train de discuter la loi de convocation de l'Assemblée constituante. Comme il faut une majorité des deux tiers pour obtenir ce vote, conformément à l'actuelle Constitution, les groupes parlementaires doivent trouver un consensus pour que le texte soit adopté car il n'y a actuellement aucune majorité de cette ampleur disponible au parlement. Quatre articles sont en débat particulièrement ardent. A présent s'ajoute la question de la décentralisation. La droite veut lier les conditions de la convocation de la Constituante à la loi organisant la décentralisation. En effet, elle reproche à la proposition de Morales d'engager le démembrement de la nation en proposant plus de 1000 structures de collectivités ayant un degré d'autonomie, et d'aggraver son cas en proposant que les référendums sur ce thème soient d'application départementale, quoique ce soit exactement ce que demandait le comité civique de Santa Cruz que j'ai rencontré avant-hier. Il est frappant de voir que ce sont les élus de Santa Cruz qui semblent dorénavant scotchés à ce dont ils pensaient faire un thème de propagande contre le gouvernement. Tout cela cependant m'intéresse moins que la question de l'articulation entre la reconnaissance de droits spécifiques aux indigènes et la préservation d'un Etat commun à tous les boliviens. D'une façon très personnelle, je reconnais sans discussion la réalité de l'oppression et du racisme dont ont eu à souffrir les indigènes et je reconnais qu'il n'existe pas d'autre issue que leur reconnaissance préalable en tant qu'acteurs spécifiques de la vie nationale. Mais cela ne fait pas de moi quelqu'un qui approuve le système de valeur et le mode de fonctionnement des communautés indiennes. Comme je n'en voudrais pas pour moi, je n'ai pas l'hypocrisie de la trouver acceptable pour d'autres. Cette tolérance aveugle pour les us et coutumes que l'on n'a pas à endosser soi-même est à mes yeux une des formes les plus pernicieuses de racisme des différentialistes chez les occiden-

taux, même s'il est à mon avis, le plus souvent, totalement inconscient. Lorsque j'ai rencontré le ministre de l'éducation nationale de la nouvelle équipe, je m'attendais à un discours fortement identitaire dans la mesure où il est un sociologue et un anthropologue très brillant, ardemment engagé dans l'indigénisme culturel et politique. Je comptais observer en quoi consisterait ce qui s'en déduisait pour l'organisation du système éducatif bolivien. Ce n'est pas du tout le tour qu'a pris notre entretien. Son objectif est de faire face à l'inégalité, et ce qu'il m'en a dit n'intégrait pas par priorité les angles identitaires. « Nous voulons que les indigènes accèdent aux mêmes possibilités que les autres et que chacun dans ce pays le puisse quelque soit la couleur de sa peau, son sexe ou sa religion » « C'est l'idéal républicain des français » lui dit le premier conseiller de notre ambassade. « C'est le nôtre, répond sobrement le ministre ». Naturellement ce serait totalement mensonger de laisser croire que l'indigénisme militant s'est dilué dans le pouvoir. Ni même qu'il ne fournisse plus la base d'une théorisation avancée dans certains secteurs politiques au pouvoir.

Cependant, ce que je note, c'est que prévaut une volonté de trouver des passerelles concrètes entre les deux systèmes de vie culturelle, sociale et politique davantage qu'une exaltation idéologique. Et cette façon de faire devrait pouvoir avoir son efficacité. Par exemple, le pouvoir prévoit de réserver des circonscriptions spécifiques aux indigènes. Faute de quoi leur répartition sur le territoire les éliminerait une nouvelle fois de la représentation. Le mode de vote sera dans ces circonscriptions le même que pour n'importe quelle autre et toutes les garanties de pluralisme sont reconnues à quiconque, se déclarant indigène, veut se présenter soit au titre d'un parti, soit au titre d'une communauté, soit personnellement. Notez ce détail qui a son importance : est indigène qui se déclare comme tel. Du moins pour l'instant. C'est une ouverture que je crois décisive. Mais ce n'est pas si simple ni si généreux qu'il y paraît d'abord. Madame Jenny Cardenas, chanteuse célébrisime en Bolivie et conseillère municipale de La Paz m'explique qu'elle s'est déclarée indigène Aymaras pour le recensement dans la mesure où, en tant que métis de diverses origines, elle ne se reconnaissait dans aucune des autres cases proposées par le formulaire officiel. J'ai dit que j'espérais bien que personne ne m'obligerait jamais à un tel mode d'identification personnelle dans mon pays et j'ai dit pourquoi selon moi ce modèle chez nous serait offensant pour la liberté individuelle. Les autres personnes qui étaient là regardaient dans le vide à ce sujet. Mais tous nous étions d'accord pour dire que la discrimination raciste était parvenue à un tel point qu'il n'y avait pas d'autres moyens de réintégrer politiquement les indigènes dans la vie démocratique.

Cependant, pour en revenir aux circonscriptions indigènes, au moment de mettre en place la campagne électorale, il ne sera mis aucun obstacle à ce que les communautés élisent dans leur sein les candidats à présenter selon leurs us et coutume, c'est-à-dire soit par vote public à main levée soit par formation de files, à l'exception de toute désignation par des conseils de lignages des chefferies traditionnelles qui en réalité ne concernent que deux ou trois cas très particuliers. Discutable en bien des points, ce système ne fait pas que percuter le système démocratique mais aussi celui de la structure de décision traditionnelle indigène. Cependant la méthode ouvre un

pont, permet une convergence et élargit la base de légitimité démocratique aussi bien des élus que des décisions qu'ils auront à prendre. L'idée de partir de la tradition indigène pour lui donner une connexion avec la tradition démocratique est réaliste.

Qui voudrait agir autrement n'en aurait pas les moyens. Nombre de communautés indiennes sont tout simplement hors du monde étatique. Le droit coutumier qui s'y applique est le seul qui soit praticable en l'état. Qui est prêt à organiser deux jours de marche pour aller chercher la justice d'Etat s'il faut juger un voleur de poules du village ou une querelle de voisinage ? Ce sont pourtant des questions décisives dans une vie villageoise et le fondement de l'autorité et de la vie commune est le respect strict des règles de vie reconnues par la tradition qui protège le groupe humain contre l'imprévu. De quel Etat indivisible parler à cet homme qui déclare à un officiel en tournée « Bienvenue ! Vous nous faites un grand honneur. Nous sommes fiers de votre venue. Vous êtes le premier représentant de l'Etat que nous ayons vu ici au cours des quarante dernières années ? »

CINQUIÈME JOURNÉE EN BOLIVIE / 24 février 2006

Depuis que je tiens le rythme d'une note quotidienne au fil de ce séjour politique, j'ai vite décroché du style d'un compte-rendu chronologique. J'ai trouvé plus conforme à ce que je vivais et plus utile pour mes lecteurs de décrire le mélange de sentiments, d'impressions et de raisonnements qui surgissaient à mon esprit lorsque le moment venait d'écrire. Ce vendredi qui boucle quasiment mon temps en Bolivie ne sera pas davantage rapporté que le furent les jours précédents. Je m'en tiens à l'impression que m'a laissée cette promenade cet après-midi de La Paz vers Tihuanaku à 4300 mètres sur ce plateau des Andes si inhospitalier.

Les remugles infernaux du bouchon géant dans El Alto et La Paz qui ont transformé notre retour en slalom automobile n'effacent rien du sentiment de fantastique tristesse que ces lieux m'ont infusé. Les quelques pétards tirés pendant le séjour sur le site n'y ont rien changé. Le matin, j'avais entendu les mêmes à l'alliance française tandis que je recevais la quinzaine d'intellectuels du MAS, le parti du président qui avaient demandé à me rencontrer après ma conférence mardi dernier. On célébrait un culte indien qui prend place juste au début du carnaval et qui est un hommage à Pachamama la déesse terre mère. À l'Alliance les années de décrépitude sont attribuées par le personnel local au refus de célébrer ce rituel et l'essor impétueux qui se constate depuis est considéré comme le résultat de la reprise de cette célébration. Ce n'est pas sans poser débat. La prêtresse du culte est la femme de service du centre et elle estimait indispensable d'offrir cette année à Pachamama un foetus de lama de grande qualité comme pièce centrale de la «messa» c'est-à-dire de l'autel chargé d'offrandes symboliques auxquelles on met le feu à la fin du rituel. Le prix de ce type de foetus a paru excessif au comptable et pour finir la célébration s'en est passée. Ceci ne doit pas faire sourire dans la mesure où il s'agit d'un fonds de scène permanent pour les indiens et pour nombre d'autres, non seulement sous la forme du respect des rites que d'amples théorisations politiques. L'un de ceux qui me questionnaient pendant l'entrevue s'engagea sur ce thème : *« Vous décrivez bien les questions qui concernent le socialisme à notre époque mais vous n'envisagez que les relations entre les personnes et les relations sociales de la production. Vous ne parlez pas de notre relation à la nature ni de notre besoin de vivre en harmonie avec le monde naturel par l'intermédiaire des rites et du culte notamment celui de Pachamama qui exprime cela. Qu'en pensez vous ? »* Dans la mesure où il était l'heure de partir vers le déjeuner avec le ministre des affaires étrangères du nouveau gouvernement, je disposais du prétexte qui me permettait de réduire ma réponse au point où j'étais capable de l'exprimer : *« Je comprends ce que vous soulevez comme question. Je ne suis pas assez informé pour m'exprimer à propos du culte de Pachamama. Cependant je crois juste de souligner que notre démarche socialiste est incomplète et donc inopérante tant que nous n'avons pas intégré d'une part, la dimension de la compréhension écologique des problèmes qui nous sont posés et, d'autre part, si nous perdions de vue les finalités d'épanouissement personnel d'harmonie avec l'univers que vise l'idéal socialiste »*. Je ne crois pas que j'aurais eu davantage à dire en ce moment. Mais on ne doit pas perdre de vue que depuis le début de mes rencontres, au Venezuela

comme en Bolivie, il est sans cesse question de cette dimension que je vais qualifier d'affective dans la construction politique que visent les processus révolutionnaires de ces deux pays.

J'ai connu un paroxysme à ce sujet dans la rencontre que j'ai eue à Cochabamba et qui m'a occupé toute la demi-journée que j'ai passée dans cette ville. J'y ai vécu un moment qui compte dans une vie de militant de mon genre, c'est-à-dire quelqu'un pour qui le moment politique s'inscrit dans une continuité de longue main où les idées, les débats et les fidélités d'estime ou de respect mènent leur dialogue au long court aussi longtemps que dure la vie des protagonistes puis celle de leurs oeuvres. J'ai rencontré Filémon Escobar, théoricien et fondateur du Mas, le parti d'Evo Morales. Lui et Guillermo Lora, en tant que dirigeant mineur de la COB (centrale ouvrière bolivienne) étaient les héros de mes jeunes années d'étudiant trotskiste. Il a à présent 72 ans. Grand, mince, pantalon et veste de velours côtelé, casquette indévissable, il court comme un lapin, conduit comme un champion d'auto-tamponeuse et mange des feuilles de coca au fil de la journée. « *Oye ! Cela fait trente ans que je chie vert, oye ! A force de manger la coca toute la journée, con ! Oye ! Je la mange, moi, con ! Je la machouille pas, oye ! Et tu vois ou j'en suis physiquement, con ! oye ! Réfléchis au lieu de sourire ! Con !* », ça c'est Filémon, le dirigeant à l'ancienne qui n'a pas perdu la manie d'engueuler les militants....ni celle des virgules verbales tous les trois mots. Quant aux adversaires, mieux vaut pour eux ne rien espérer de lui. En plein Sénat, le sénateur Filémon Escobar s'est jeté sur le président corrompu de cette assemblée pour le frapper avec le crucifix sur lequel ce dernier se préparait à prêter serment. La première partie du temps que j'ai passé dans sa maison à Cochabamba, nous l'avons employée à regarder son album photo et à voir défiler en tenue de mineur, la clope au bec, de salles de congrès en manifestations, toute la gauche bolivienne dont bon nombre de martyrs des féroces dictatures militaires qui se sont succédées ici. Depuis que les conquistadors ont pris le pays, la mine crucifie les travailleurs qui y sont attelés. On compte six à huit millions de mort en quatre siècles. La mine dont il venait lui, Filémon, c'est la légendaire mine Siglo, celle de l'avant-garde la plus éduquée à la lutte. Ceux-là et d'autres, combien d'autres, se sont répandus de tous côtés après qu'on a fermé les puits. Ils ont emmené avec eux leurs traditions de combat et ils les ont gardées et faites vivre en reprenant leurs ponchos de paysans aymaras. Ils cultivent la coca. C'est un produit traditionnel, cultivé, mangé ou mâché depuis des siècles comme coupe-faim ou comme additif. Le président du Sénat m'a dit : « *Si les américains veulent qu'on ne fasse pas de drogue avec nos feuilles de cocas, ils auront plus vite fait d'interdire les produits chimiques qui servent à la fabriquer parce qu'ici nous n'en produisons pas...* » Filémon est actuellement en froid avec la direction du parti dont il a été le fondateur. Je ne sais pas pourquoi. Mais son combat n'est pas fini. Il n'a pas décroché. Filémon Escobar m'a parlé et parlé encore. On a fait le tour de son jardin. On a mangé ensemble dans la grande rue de Cochabamba. Je vais retranscrire cette conversation dans la prochaine note sur ce blog. Quand nous nous sommes quittés, il m'a dit : « *Alors, penses-tu que tu n'es pas venu en vain ?* »

FIN DU VOYAGE EN BOLIVIE / 25 FÉVRIER 2006

EN QUITTANT COCHABAMBA

Lorsque nous avons quitté sa petite maison de Cochabamba, Filémon Escobar m'a offert un souvenir. C'est une photo qui le montre aux côtés d'Evo Morales à la fin d'un meeting populaire. Puis il m'a dit : « Ici vivaient autrefois les gens simples. Et maintenant c'est le quartier le plus aristocratique de Cochabamba. On ne doit jamais croire que les choses vont rester les mêmes quand il s'agit de la société, n'importe qui peut le vérifier » « Ecoute ! Quand Hugo Banzer, l'ancien dictateur qui était un tyran bestial avec nous les mineurs, s'est présenté aux élections, figures-toi qu'il a été élu ! Tu le crois, con ! Ecoute, et tu sais quoi à propos de la circonscription des gens de la mine ? Hein ? Ils lui ont donné la majorité, les cons ! Tu comprends ? Réfléchis, con ! Ecoute, n'attends pas que les gens pour qui tu te bats te donnent raison. Bats-toi, con ! Hein ! Essaie juste de ne pas te tromper toi. » A l'arrière de la photo, Filémon a écrit une dédicace : « Camarade Jean-Luc, avec l'assurance que tu seras un impulsEUR du retour aux valeurs humaines qu'incarne aujourd'hui la civilisation andine et amazonienne, ton ami et camarade Filémon ». Voici comment il a pris la situation en main. Il a décrété que j'avais besoin d'une présentation sérieuse des fondamentaux de la révolution en cours. Il a dit qu'il s'était préparé pour ça. Il a donc fallu annuler tous les autres rendez-vous. J'avoue que j'ai préféré ça parce que je ne me voyais pas passer devant cet homme comme un touriste devant une cage dans un zoo. Je vais même dire qu'en dépit de la distance qu'il mettait toujours entre nous, nonobstant ses éclats de rire et ses éclats de voix, j'y serai resté le temps qu'il aurait décidé quand bien même le reste du programme aurait beaucoup souffert. C'est un moment spécial qu'un exposé de Filémon. Il explique avec pédagogie comme quelqu'un qui compte sur la raison de son interlocuteur. Mais il n'est jamais longtemps en arrière du tableau qu'il dessine. Il éclate de rire en citant les faits qui vont dans son sens, il se lève à moitié de sa chaise pour engueuler d'invisibles protagonistes des débats qu'il installe sur scène, il frappe du poing sur la table et pointe du doigt : « Tu comprends ce que je suis en train de t'expliquer, con ! », non pour agresser mais comme un homme qui souffre de ne pas être écouté comme on devrait le faire. Et je ne dis rien des chapelets d'injures qui, par cycles de l'exposé, déferlent comme une houle sur le récit et font de chaque mot d'explication une île dans un bouillonnant océan d'imprécations. C'est le moment de mettre bout à bout mes notes et de refaire son discours, dépouillé de tous ces entrelacs qui lui donnait sur le moment toute sa profondeur de champ, humaine et dramatique. Tandis qu'il énonçait des idées que parfois je trouvais spécialement stupéfiantes, je n'oubliais jamais qu'il avait été trente-cinq ans un des dirigeants essentiels du Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie et du syndicat des mineurs et que je m'ébahissais autant de ce qu'il me disait que de la distance prise par cet homme avec les fondements intellectuels de l'essentiel de sa vie militante et souvent au péril de sa vie elle-même.

« Dans la logique occidentale, les choses et les êtres sont des entités distinctes. Et de même les êtres entre eux et les choses entre elles. Dans la philosophie andine, il y a le principe de complémentarité et d'inclusion de toutes les formes de la réalité. Il n'y a pas sujet et objet et ainsi de suite. Le MAS, est totalement imprégné dans sa chair et dans ses os, son sang et sa respiration de la doctrine andine de la complémentarité et de l'inclusion. Dans votre vision, vous voulez homogénéiser tout ce que vous voyez. Et ensuite vous voulez aussi homogénéiser la civilisation. C'est cela le fond dominant de toutes les formes de la pensée occidentale. Dans la vision andine, nous ne sommes pas préoccupés par l'hétérogénéité de la réalité ni par celle de la société parce que nous avons la doctrine de la complémentarité. C'est en partant de cela que nous devons reprendre tous nos raisonnements. Le MAS ne doit pas reprendre la ligne de la gauche traditionnelle. Il doit comprendre que la logique de la redistribution même si elle est plus humaine que l'égoïsme fondamental du néo-libéralisme présuppose quand même l'accumulation. On redistribue ce qui a été accumulé. Cela n'annule pas du tout l'accumulation et toutes ces conséquences dont la redistribution vient ensuite réparer quelques dégâts. Le MAS se perdra s'il reprend la vision distributrice de la vieille gauche. Ce serait une erreur très grave. Le MAS doit au contraire fortifier les communautés indiennes, l'« ayllu » et le modèle radical qui va avec. Sinon le MAS perpétuera le modèle capitaliste. J'ai d'ailleurs entendu parler de « capitalisme de type andin ». C'est une fumisterie. Personne ne verra jamais le bout de la société d'égoïsme et d'accumulation avec ce genre d'objectif. Au contraire si nous fortifions l'« ayllu », si nous partons de ses besoins, en un an nous pouvons avoir réglé un nombre considérable de problèmes et nous pouvons améliorer du tout au tout la qualité de la vie du plus grand nombre des personnes ici. Déjà aujourd'hui tu ne meurs jamais de faim dans l'« ayllu ». Le modèle de la communauté andine fonctionne, il sait répondre aux besoins humains. Vous vous vivez au détriment de la nature. Nous vivons avec. Vous continuez à croire à la croissance sans fin. Nous croyons qu'il y a assez à condition de bien le prendre. Vous vous êtes soumis aux outils et eux se sont soumis les outils ! Eux avec leur « ayllu » ils ont vécu sans croissance, sans revenu per capita, vous les avez massacré et relégués et ils sont toujours là ! Et maintenant ils sont au pouvoir ! Comment vous expliquez ça ? »

Ceux qui ont lu le début de cette note devinent qu'à cet instant Filémon crie d'avantage qu'il ne parle. Il est debout. Mais il sourit aussi comme après un bon tour. « En dépit de la pauvreté, les fêtes andines sont somptueuses. Votre indice de pauvreté ne veut rien dire ici. Il ne dit rien sur la qualité de la vie. Il appelle pauvreté avec le même mot aussi bien une manière de vivre que la déchéance des exclus du système dominant. Il met sur le même plan une forme de civilisation et les échecs les plus avilissants d'une autre. La pauvreté dont vous parlez n'a strictement rien à voir avec ce que nous connaissons dans la vie de l'ayllu. » On est allé faire un tour entre ses arbres fruitiers. Je comprends ça car je jardine aussi à ma campagne. Mais du diable si le vieux lit de la Loire est aussi accueillant aux arbres que ce coin de Bolivie où, de surcroît, c'est le printemps toute l'année. Il se moque de moi : « Toi tu es toujours communiste », me dit-il parce qu'il a vu ma moue pendant son développement sur la croissance et sur les outils. C'est mon tour de me moquer : « Tu parles de moi comme les dirigeants de mon parti. » En fait il suit son raisonnement à travers une blague : « Pour les communistes, la société est partagée entre bourgeois et prolétaires qui se battent pour s'approprier la richesse produite par le travail.

Ce sont les seules catégories qui ont un sens dans la lecture de l'histoire dans ce cadre là. Mais nous nous avons dû admettre que le prolétariat des mines ne cessait jamais d'être andin et que le mineur syndiqué ne cessait jamais d'être en même temps Aymara ou Queshua. Voilà ce qu'il faut comprendre. Ceux qui ont été virés des mines sont retournés aux champs. Ils ont vu que ça n'avait pas de sens de vouloir suivre le modèle de la révolution russe dans la communauté. Ils ont vu qu'à côté de tout ce que nous avons dit et fait, il y avait une autre réalité qui nous avait échappée. C'est celle de la lutte des peuples originaux pour faire durer leur civilisation et ses valeurs. Ces valeurs s'exercent aujourd'hui, maintenant, et non pas demain après la révolution. C'est maintenant qu'il faut les défendre. Dans notre discours et dans notre pratique, il n'y avait aucune référence à ces peuples. On les nommait les paysans. Mais ce n'étaient pas des paysans. Ce sont des Aymaras et des Quechuas. C'est davantage qu'une culture, c'est une civilisation. Regarde : même nous à la mine « Siglo veinte » on n'est pas arrivé à dissoudre les liens des types avec layllu alors que nous étions la classe ouvrière la plus concentrée du monde et la plus politisée ! Nous on lisait « Ma vie » de Trotski et même « Littérature et Révolution » et on ne savait pas le nom de Tupahamaru ni d'aucun des chefs de la lutte des indiens comme Katari et les autres qui ont été des héros de la lutte des indiens ici. Notre ignorance était dramatique. Ce que tu vois aujourd'hui c'est la suite de cette lutte là. Elle n'a jamais cessé et quand elle était sous nos yeux, nous ne l'avons pas vue parce qu'elle n'entrait pas dans nos cadres. Nous l'avons niée nous aussi. Mais ça pas suffit pour qu'elle ne continue pas. Evo Moralès sort de la lutte des Katari. Et eux des luttes de Tupak Amaru. Tu ferais bien de comprendre que ce sont des civilisations qui ont lutté et qui luttent encore en ce moment. Sinon tu ne vas rien comprendre à ce qui se passe, ni à ce qui va se passer, ni pourquoi ils prennent telle ou telle décision. Tu ne vas rien comprendre et tu ferais bien de t'en rendre compte avant d'avoir 30 ans et ce petit con (le premier conseiller de l'ambassade qui a conduit mes pas jusque là et à qui il s'adresse chaque fois qu'il me répond), ce petit con ferait bien de s'y mettre tout de suite ! L'idée que, sans parti politique, il n'y a pas de conscience c'est une idée qui ne te permet pas de comprendre ce qui se passe non plus. Tu ne peux pas comprendre comment la société elle-même devient son propre parti quand la lutte met en jeu une vision du monde que nous nommons civilisation. Quand les indiens, les cocaleros et tous les autres ont accepté de se fédérer pour faire « l'instrument politique pour les droits des peuples », nous avons combiné la lutte sociale et la lutte pour notre civilisation. » Je badine : « Moi, ma civilisation c'est la République et quand je la combine à la lutte sociale ça s'appelle la République sociale. Je vais te laisser une brochure ». Cela ne le sort pas de sa ligne de discussion : « Tu ferais mieux de lire Dominique Temple. C'est un Français et tu ne le connais même pas ! Quel genre de socialiste vous êtes devenus chez vous si vous ne connaissez même pas Dominique Temple ? » A table il m'a dit qu'il avait des disques de Piaf en vinyle. Il m'a dit qu'il avait découvert Balzac et Victor Hugo en lisant à l'école du syndicat dans la mine. Filémon a les yeux d'un jeune homme. Et le coeur assez vieux pour savoir ce qu'aimer savoir veut vraiment dire.



Nuit sur La Paz
depuis le téléphérique.

L' équipe du déplacement :

Christian Rodriguez est le délégué aux questions internationales pour la France Insoumise. Il s'est occupé, avant et pendant ce déplacement, de faire le lien avec les officiels boliviens et de procéder aux différents repérages préalables et aux accompagnements après les rendez-vous.

Antoine Léaument s'occupe de la communication. Tout au long du voyage, il a produit le matériel numérique (vidéos, images) nécessaire pour alimenter ensuite nos médias.

Sophia Chikirou mène le travail « journalistico-militant » pour le site internet « Le Monde en Commun » dont elle est la rédactrice en chef. Elle a réalisé des entretiens sur les thèmes qui nous intéressent : le *lawfare* (en Equateur) ou la diplomatie écologique universaliste (Bolivie) que nous défendons à travers une série d'interviews filmées.

